

# LE **M**ARXISTE - **L**ENINISTE

**JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML**  
GROUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTE-LÉNINISTE

Mensuel : JUIN 1980

No 42

Prix: 5 Francs

**Unité français-immigrés**

**ETUDIANTS**

**Corses**

**Usine imperialiste**

**Guerre nucléaire ?**

**étude maoïste**

**TERRORISME**

**NOYAUX OUVRIERS**



**QUELLE POLITIQUE ?**  
**QUEL MARXISME ?**

# CALENDRIER

15 AVRIL: Mort de Jean Paul Sartre.

17 AVRIL: Pendaison des 17 condamnés de Gafsa. Le bourguibisme poursuit son oeuvre à l'ombre de l'impérialisme français.

18 AVRIL: - Proclamation de l'indépendance du Zimbabwe par Robert Mugabe: victoire historique d'un peuple confronté désormais aux tâches difficiles de l'indépendance nationale.

- Economie: R. Barre au plus haut de ses performances, plus de 1,4 millions de chômeurs, 14% de hausse des prix depuis 1 an, déficit record du commerce extérieur.

- Commencement de l'évacuation des cubains réfugiés à l'ambassade du Pérou à La Havane. Après le Vietnam, Castro organise à son tour l'exil de masse des «réfractaires»: une nouvelle étape de la militarisation de la société cubaine.

19 AVRIL: 25 000 personnes aux obsèques de Sartre. Du monde: des vivants et des morts-vivants. Sous l'hommage, les différences. Notre hommage: situer l'importance de l'oeuvre, la signification de son questionnement du marxisme

20 AVRIL: Début de 3 jours d'émeute à Tizi-Ouzou en Kabylie. Au delà du problème Kabyle, la réapparition d'une tension sociale en Algérie après la disparition de la figure historique de H. Boumédiène.

22 AVRIL: Inquiétante évolution en Iran. Les «partisans de dieu», bras armé des intégristes, pourchassent et massacrent les étudiants progressistes, l'armée entame une nouvelle offensive meurtrière contre les Kurdes.

- L'opéra de Pékin à Paris: art complet, une des formes d'art préférée du peuple chinois, l'opéra de Pékin entrainé en révolution en 1964, sonnait les 3 coups de la Révolution Culturelle. En 1980, à nouveau le vieux vin dans les vieilles outres: seigneurs, généraux et ministres, lettrés et belles dames, damoiseaux et demoiselles sont remontés sur les planches.

23 AVRIL: Réponse des nationalistes Corses aux mesures Giscardiennes («d'aide») économique: 11 attentats à l'explosif à Paris et Nice. Est-ce la bonne voie? (Voir article en ce numéro).

24 AVRIL: - Grève des syndicats enseignants. Le pilon syndicaliste à la recherche du mouvement des instituteurs.

- Journée foireuse de la C.G.T.

- Affrontements, à Caen et Grenoble, entre le mouvement étudiant anti-raciste et les flics. Affrontements répétés les jours suivants, appuyés par des grèves dans d'autres villes (Rennes, Jussieu, Lyon...). Mouvement de masse nouveau se cherchant, entre la prise de position humaniste contre les décrets racistes à l'université et une attitude plus politique contre l'université et l'Etat impérialiste français.

25 AVRIL: - Lamentable fiasco du commando américain envoyé par Carter pour libérer les «otages» américains de Téhéran. 8 soldats U.S. s'entretuent dans le désert de Tabas par la seule vertu de la technologie américaine. Surprise, sourires et dérision. Mais Carter pouvait-il ne pas envoyer le commando? Le commando pouvait-il ne pas s'arrêter à mi-chemin de la démonstration de «l'esprit de fermeté» de Carter et de l'inévitable massacre aux conséquences imprévisibles? Apparemment, les bénéfices électoraux retirés par Carter depuis cette opération ne sont pas négligeables.

- Le «terroriste» Negri officiellement disculpé dans l'affaire Moro, mais l'intellectuel révolutionnaire Negri reste en prison. 11 nouvelles arrestations la veille de membres présumés des Brigades Rouges. Grandes manoeuvres d'exorcisme du Diable Révolutionnaire par la D.C. et le P.C.I.

26 AVRIL: - Démission de Cyrus Vance. Les Etats Unis prêts à monter d'un cran l'agressivité de leur contre-poussée face à leurs rivaux russes.

- Manifestations anti-russes de jeunes à Kaboul.

27 AVRIL: Mitterrand et Rocard (un ton au dessous) approuvent l'intervention américaine en Iran. Quand le vent annonce la tempête, la couleur du parapluie impérialiste protecteur s'étale au grand jour.

28 AVRIL: - Nouveaux affrontements à Grenoble et Caen.

- Fin de la conférence à Paris de 22 partis révisionnistes européens. L'enjeu: resserrer les rangs autour de la superpuissance mère constituée comme «juste cause» au regard des risques de guerre, en tirer, pour le P.C.F., un surcroît de légitimité. «Le monde bouge vite et dans le bon sens», écrit Plissonnier dans l'Humanité.

- Echec du sommet européen de Luxembourg. Pas facile à réaliser la manoeuvre de Giscard: maintenir la Grande-Bretagne au bas de l'échelle européenne pour constituer une polarité germano-française tout en haut. Thatcher s'agrippe aux barreaux.

29 AVRIL: Mort de Hitchcock. Une main crispée qui coule interminablement le long d'un mur blanc, des chaussures en gros plan qui mettent 5 minutes avant de faire connaître leur propriétaire...: la fabrication de l'angoisse mise en technique cinématographique.

30 AVRIL: Fin de la longue grève des nettoyeurs du métro. Même manège C.F.D.T.-Stoléro que pour les tures de la confection. Les résultats de la grève sont hélas à la hauteur de ce manège. La C.F.D.T. confirme sa stratégie de syndicalisation de l'immigration.



Maire au 1er Mai. (Photo U.C.F.M.L.)

## abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 80 F  
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 2/80 - Commission paritaire No56 220  
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

1er MAI: Journée du syndicalisme en miettes. 9 regroupements et manifestations diverses. F.E.N. et F.O. au Père Lachaise, la C.G.T. défile seule, la C.F.D.T. maigrichonne essaye de sauver la face avec les turcs du Sentier, les «union dans les luttes» eux-mêmes divisés...

2 MAI: Important attentat palestinien à Hebron contre des colons sionistes en Cisjordanie occupée. Expulsion de personnalités Cisjordaniennes et maisons dynamitées par les Israéliens en représailles. Le militarisme Israélien creuse sa tombe.

3 MAI: Continuation du retrait des troupes françaises de N' Djaména. L'impérialisme français se met en position d'attente de la fin de la guerre civile.

4 MAI: Mort de Tito. Guerre populaire victorieuse contre les nazis, édification d'un Etat et unification du pays, indépendance nationale. Tito était un patriote dont le mérite essentiel est d'avoir préparé le peuple Yougoslave à une agression des Russes, rendant celle-ci beaucoup plus difficile. Quant à le qualifier de grand marxiste prolétarien et la Yougoslavie de pays socialiste, c'est un pas que nous n'avons jamais franchi et que la mort de Tito ne nous fera pas franchir.

Pour les opportunistes, la mort s'avère un moment privilégié pour faire oublier l'histoire. Le P.C.F. oublie ainsi le violent réquisitoire des Yougoslaves en 1947 contre son attitude à la Libération et ses propres qualificatifs à l'égard de Tito. Jurquet regrette «d'avoir été trompé par le P.C.F.». Il aurait pu tranquillement ajouter: «et un peu plus tard par le Parti Communiste Chinois et Mao Tsé Toung».

5 MAI: Fin de la prise d'otages à l'ambassade d'Iran à Londres. Télévisée en direct. L'efficacité respective des commandos impérialistes est abondamment commentée.

6 MAI: Les Khmers rouges prévoient d'intensifier leur guérilla anti-Vietnamienne à la faveur de la saison des pluies. Déclaration de K. Samphan.

7 MAI: - Stoléru applique son projet de loi avant la lettre: les chômeurs immigrés «célibataires» sont particulièrement visés. La politique de renouvellement des cartes de séjour selon les «besoins locaux» déjà appliquée.

- Kurdistan: Mahabad, siège de la résistance Kurde.  
- Début du procès de 7 patriotes Corses devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

8 MAI: - Obsèques de Tito. Des centaines de milliers de Yougoslaves lui rendent hommage. Jeu compliqué de cache-cache entre Brejnev, Mondale, Houa Kouo Feng... L'enjeu: l'Europe.

- Début du sommet franco-Africain à Nice: première pièce du «trilogue» giscardien entre l'Europe, les pays Africains de matières premières et les capitaux des pays producteurs de pétrole.

- Grève dans plusieurs facultés pour les étudiants étrangers: Marseille, Lyon, Grenoble.

- Iran: Difficultés pour Bani Sadr qui demande les pleins pouvoirs à Khomeiny.

9 MAI: - Jean Paul II poursuit son voyage en Afrique. «Je pense que vous avez besoin d'un pape énergique» dit-il aux Congolais.

- Barricades à Grenoble et Jussieu. Le «mouvement» cherche une voie indépendante, entre le parasitage des «autonomes», et le forçage syndicaliste.

- Débat sur le projet de réforme du code pénal de Peyrefitte intitulé «Sécurité et liberté». Peyrefitte légalise les angoisses de «Légitime défense»: généralisation de la procédure de flagrant délit, création d'une instruction sommaire pour les crimes, extension des détentions non-motivées...



Une vue de la manifestation du 10 Juin  
(Photo U.C.F.M.L.)

10 MAI: - Marche contre les lois Bonnet-Stoléru à Paris. (M.T.I., C.F.D.T., étudiants, groupes femmes...). Cortège en miettes: pas d'unité français-immigrés, sauf quelques détachements de province (Bordeaux).

- Iran: 2ème tour des élections à l'Assemblée Nationale. Elections reportées au Kurdistan.

13 MAI: - Un mort à Jussieu, suite à une violente charge des flics à l'intérieur de la faculté. Grande émotion.

14 MAI: Manifestation de 10 000 personnes à Paris, suite à la mort de la veille. Les flics utilisent systématiquement la provocation. Le but est de créer une subjectivité de crainte pour toute manifestation.

A partir du mois prochain, le calendrier général sera complété par un calendrier de l'activité de l'U.C.F.M.L. et du pôle maoïste dans le mois.

SAMEDI 28 JUIN 1980

15 heures

Salles de l'AGÉCA  
177, rue de Charonne  
Paris - 20ème

RÉUNION PUBLIQUE

du

GRUPE FOU DRE

- Le retour culturel et la conjoncture sur le front de l'art et de la culture
  - Discussion sur les pièces de théâtre et les films intéressants qui passent
  - Débat sur l'art marxiste d'aujourd'hui
- avec

Alain Badiou pour son livre :  
«l'écharpe rouge»

Denis Lévy pour son film :  
«l'école de Mai»  
(qui sera projeté)

# DEBATS

## Sur le «terrorisme»

### 1 UN MOT SUSPECT.

Le «terrorisme» n'est pas une notion inventée par les révolutionnaires. C'est véritablement un mot de la bourgeoisie. Il a toujours servi à désigner les révolutionnaires, les résistants, les patriotes.

«Terroristes», pour Pétain et les nazis, les résistants de la dernière guerre. «Terroristes», les patriotes algériens en 1954, pour Mitterrand comme pour le «socialiste» Guy Mollet. «Terroriste», pour l'Etat sioniste, n'importe quel palestinien.

En France aujourd'hui, c'est au nom de la répression du terrorisme qu'on fait moisir en prison les corses et les bretons. Question Corse, question Bretonne ? Connaît pas. Il n'y a que des «terroristes» à châtier sévèrement.

«Terroriste» est le nom que tout Etat bourgeois, tout impérialisme, et toute presse à leur solde, donnent à leurs adversaires. C'est le nom des révolutionnaires à chaque fois qu'on veut les traquer. A chaque fois qu'on veut soumettre le peuple à une LOI D'EXCEPTION.

«Terroriste», c'est cela: ce qui justifie l'expulsion violente de tous les révolutionnaires du corps social. Ce qui justifie qu'ils soient considérés comme étrangers à la société civile. Ce qui permet, exige, de nouvelles lois, policières et expéditives, dont on espère bien faire un usage massif.

Déjà en 1970, pour réprimer sévèrement les gauchistes issus de 68, on avait fabriqué un mot: «les casseurs». Tout ce qui était révolte, nouveauté, incertitude révolutionnaire: allez ! les «casseurs» ! Et dans la foulée, bien entendu, une loi répressive, la loi anti-casseurs.

Aujourd'hui, dans l'affaiblissement des Etats parlementaires, la fragilité des consensus (crise et risques de guerre), il faut serrer les rangs, et bloquer - surtout - le processus menaçant de l'ORGANISATION des révolutionnaires. D'où les lois anti-terroristes, la «convention européenne anti-terroriste».

Remarquez comme la presse réactionnaire fait toujours campagne sur le caractère très organisé du «terrorisme»: complot international ! «Chefs» qui restent dans l'ombre ! Réseaux qu'il faut «démanteler» ! Les bourgeois montrent l'oreille: ce qu'ils veulent frapper, derrière le battage anti-terroriste, c'est l'idée même d'organisation. Comprendons: tout processus d'organisation qui n'est pas homogène à la société impérialiste. Tout ce qui n'est ni parti parlementaire, ni syndicat. Voilà la véritable cible POLITIQUE de la traque anti-terroriste.

Dans cette opération, les partis nouveaux bourgeois se distinguent. En Italie, c'est le P.C.I. qui organise la chasse, crée des réseaux de mouchards, manifeste dans la rue contre les «terroristes». En France, le P.C.F. montait en première ligne contre les «casseurs».

Dira-t-on que les partis nouveaux bourgeois sont réellement contre le terrorisme ? Pas du tout ! Ces partis, EUX sont pour les complots, les réseaux, les violences de commandos. Au Portugal, ils ont agi, en 74-75, sous le couvert de réseaux militaires. En Afghanistan, au Yémen du Sud, ils ont pris le pouvoir par des «coups» dans les palais présidentiels. Attaquer les révolutionnaires avec des commandos de brutes syndicales est, de leur part, monnaie courante. L'U.R.S.S. montre en clair que ces gens ont une conception policière et terroriste de la politique.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que l'attaque des Etats, des partis bourgeois, contre le «terrorisme» ne vise qu'EN APPARENCE telle ou telle forme d'action. En France, c'est la police qui tue dans la rue, révoque ou mitraillette, des dizaines de gens: «bavures» et non pas terrorisme. Les «terroristes», eux, n'ont tué quasiment personne, et tant mieux ! La question n'est pas là. Le «terrorisme» est en vérité la désignation de propagande d'un risque autrement plus grave - pour les bourgeois - que des fusillades ou des meurtres, dont elle sait fort bien s'accommoder. Ce risque, c'est une conscience politique populaire anti-parlementaire et anti-syndicale greffée sur un principe nouveau d'organisation et d'action. C'est le processus du parti de type nouveau.

Il faut donc être très clair: quand les Etats, les partis bourgeois, les syndicats et la presse parlent de «terroristes», cela annonce invariablement des mesures, d'opinion et de police, contre TOUTE FORME de politique révolutionnaire du peuple.

Il n'est donc jamais question pour nous de suivre les bourgeois sur ce terrain.

Les campagnes déchaînées contre les «terroristes», les lois «anti-terroristes», les arrestations et exécutions sommaires de «terroristes»: NOUS SOMMES CONTRE, nous nous levons contre, sans restriction. Protéger l'autonomie politique du peuple l'exige.

Nous avons été des manifestations contre l'extradition de K. Croissant. Nous avons joué un rôle militant décisif dans deux victoires: interdire l'extradition de Bellavita, interdire celle de Kennedy-Mac Cann. Nous sommes requis de défendre Negri et ses compagnons, d'exiger leur libération. Nous avons activement mobilisé contre les scandaleux



Les maoistes dans la manifestation contre l'extradition de Piperno et Pace.  
(Phot U.C.F.M.L.)

ses extraditions de Piperno et de Pace. Nous avons fait le seul meeting contre la convention «anti-terroriste».

Aujourd'hui encore, nous faisons tout ce qui est possible pour empêcher l'extradition des jeunes femmes allemandes arrêtées à Paris.

Notre ligne pratique sur tout cela est ferme.

## 2

### UNE VOIE ERRONÉE.

Voyons maintenant les choses sur notre terrain: celui des questions de la révolution en Europe aujourd'hui. La situation exige-t-elle qu'on s'organise «militairement» pour tuer des gens et poser des bombes ?

A notre avis, ces pratiques sont entièrement fausses. Sous leur apparence «radicale», elles cachent la faiblesse et l'impuissance. Sous leur apparence «antagonique», elles ne sont que le miroir de l'Etat. Sous leur apparence «révolutionnaire», elles ne font que pousser à l'absurde la logique syndicale et parlementaire. Sous leur apparence de «rupture», elles ne pratiquent que la protestation armée, la négociation «militaire».

Voyons ces points:

a) Dans toute société impérialiste aujourd'hui, la question politique centrale est celle de l'autonomie de la politique prolétarienne. Pratiquement depuis l'insurrection spartakiste en Allemagne (1919), cette autonomie s'est trouvée sans cesse réduite et laminée par le consensus impérialiste et parlementaire. Les sursauts du peuple (la résistance, Mai 68...), positifs dans leur aspect de masse, dans certains aspects idéologiques, n'ont fait qu'ouvrir à de nouvelles questions, mais n'ont pas produit, mécaniquement, à vaste échelle, la voie politique organisée d'une fracture élargie du consensus.

Il s'agit aujourd'hui, simultanément, d'unir le peuple dans des batailles politiques particulières (l'égalité des droits, la résistance anti-capitaliste, l'internationalisme actif, etc...) et de structurer une avant-garde dont le propos est de soutenir le processus du Parti. Qui dira qu'il s'agit de tâches faciles ? Mais prétendre sauter par dessus n'est que capitulation face aux exigences de l'histoire.

Le «court-circuit» qui imagine résoudre la question de l'avant-garde par la clandestinité militaire - doctrine qui fut celle de Guevara et de R. Debray - ne fait que RENONCER, en l'état actuel du prolétariat, à la dialectique du travail de masse et de l'unification politique. C'est une position paresseuse et faible.

b) Opposer à la violence de l'Etat la «violence révolutionnaire» est, dans l'abstrait, une vérité. Ne lui opposer que cela change cette vérité abstraite en terrible fourvoisement concret. Ce qui distingue la politique du prolétariat, la politique communiste, c'est justement de dépasser la violence Etatique, de ne pas en être le simple symétrique. Le cœur de la politique de classe n'est nullement la violence. Le cœur de l'antagonisme politique n'est nullement la mort. L'idée de faire une sorte de contre-Etat militarisé représente un léninisme ossifié, dévasté. L'antagonisme véritable, aujourd'hui, oppose une unité politique du peuple de type nouveau (non syndicale, non parlementaire) à la société impérialiste. Si vous n'avez rien de tel, vous n'avez pas d'antagonisme DE CLASSE, vous avez seulement une autre face (dissidente, oppositionnelle) du terrorisme d'Etat.

Il faut être très clair: à nos yeux, une grande manifestation, à Barbès, de l'unité français-immigrés, est à la fois plus neuve et plus antagonique que le sinistre meurtre d'Aldo Moro dans les quatre murs d'une pseudo «prison du peuple».

Que certaines circonstances historiques imposent aux peuples de prendre les armes est une évidence. C'est un moyen incontournable de leur politique. Ce n'est cependant qu'à la mesure de leur unité, de leur révolte de masse, de leur organisation, qu'il s'agit là d'une action politique révolutionnaire, laquelle excède de toutes parts son apparence Etatique (militaire, violente, répressive).

c) Les bourgeois, en politique, sont violents. S'imaginer

qu'on va au fond des choses en critiquant le pacifisme et le légalisme est une plaisanterie. En vérité, qu'il s'agisse des flics, de militaires ou des commandos de gros bras syndicalistes, la violence est l'élément naturel de toutes les politiques bourgeoises.

Dans l'histoire ouvrière, l'idée de s'imposer sur la scène par des actions qui cassent les symboles de l'Etat est très ancienne.

L'anarcho-syndicalisme en a fait ses choux gras. Les fameux «coups de poing» de la C.F.D.T. à Longwy sont de cette farine. Mais déjà, les commandos P.C.F.-C.G.T. attaquaient et brûlaient des camions pendant le conflit du Parisien Libéré. Il s'agit, au fond, de devenir un interlocuteur par la force, et par le spectacle de la force. C'est l'idée de la négociation sous pression. La violence n'y est pas faite de révolte et d'insurrection populaire, ce n'est qu'un argument INTERIEUR aux arbitrages du système politique existant.

La mentalité «oppositionnelle», caractéristique du système syndicalo-parlementaire, peut aller jusqu'à la violence. On met alors en scène, de façon voyante, le dispositif des intérêts contradictoires dont l'Etat doit assumer la coexistence. En France, les paysans et les petits commerçants ont été longtemps coutumiers de ces pressions violentes sur l'Etat.

Certaines conceptions de la prétendue «guérilla urbaine» ne font que pousser à l'absurde la systématisation de ce principe. Elles sont en réalité en compétition avec le syndicalisme, mais sur le même terrain. Les «armées-prolétaires» auto-proclamées sont alors des sous-produits de la crise provisoire de l'Etat, le symptôme objectif d'une nécessité - pour les bourgeoisies - de rectifier et réajuster leurs pratiques de compromis internes, ainsi que le fonctionnement de leurs appareils, tant gouvernementaux que syndicaux.

Les groupuscule armés, tout comme les «autonomes» en France, ne sont nullement des courants politiques de classe, indépendants et ouvrant l'avenir. Ils sont des produits de la crise, des pustules sur une société politique et civile affaiblie.

## 3

### L'ANCIEN ET LE NOUVEAU.

Au bout du compte, ces conceptions politiques sont doublement ANCIENNES:

- Parce qu'elles restent à l'intérieur des limites de la société impérialiste. Caractéristique, à cet égard, est l'impuissance des groupes «militaires» à seulement désigner correctement l'adversaire, en particulier leur aveuglement face aux caractéristiques de la nouvelle bourgeoisie.

- Parce qu'elles ne font aucun bilan positif du léninisme, en particulier sur la question de l'avant-garde, du parti de type nouveau, du maoïsme, du rapport - dans toute pratique politique de classe - entre son aspect orienté sur l'Etat (la révolution) et son aspect orienté sur les nouvelles formes d'unité pratique du peuple (le communisme).

Comme toutes les conceptions anciennes, cela donne des pratiques politiques dévoyées, inacceptables. L'assassinat est inutile et détestable. Le but du prolétariat n'est pas de tuer les ennemis, mais de vaincre leur politique. Ce principe vaut à tout instant. Poser des bombes est aveugle et vain. Quel militant maoïste au sein du peuple reconnaîtra dans ces destructions symboliques, et parfois d'une cruauté totalement arbitraire, le chemin de la victoire politique du peuple ?

En vérité, ces orientations sont tout aussi stériles et négatives que celles des groupes «M.L.» néo-révissionnistes, qui vaquent à leurs affaires dans les syndicats, se présentent aux élections, parasitent les défilés du P.C.F. et de la C.G.T. Deux faces de la même médaille: ce sont les décorés du refus du maoïsme, du parti de type nouveau, du travail prolongé.

Entre le syndicalisme «responsable» et le syndicalisme «armé», il y a communauté de nature. Ils se changent d'ailleurs facilement l'un dans l'autre: les gros bras de la C.G.T. peuvent montrer leur force de cogneurs sociaux-fascistes, et les «autonomes» français, ou les «terroristes», passer subitement du côté de l'Etat, de la négociation juridique bourgeoise, voire de la police.

Nous avons connu A. Geismar, prophète de «l'été chaud», voulant mettre le feu aux facultés, jettant des pierres avec les partisans de Nicoud, prisonnier politique (et nous manifestions, très justement, pour sa libération). Le voici maintenant qui se dit avant tout «fonctionnaire responsable», et nommé vice-président d'une faculté, en plein mouvement contre le décret Imbert ! A-t-il changé ? Pas sûr...

Qu'il faille défendre le peuple, les ouvriers, les révolutionnaires, face à la contre-révolution; qu'il faille livrer bataille, dans un espace politique nouveau, dégagé, radicalement, du parlementarisme, c'est notre conviction profond

de, notre action de tous les instants. C'est précisément pour quoi nous ne pouvons nous contenter des apparences spectaculaires, des symboles, des actions «exemplaires», de tous les substituts, dangereux et liquidateurs, que l'impatience et le sectarisme inventent pour pallier leur absence d'imagination politique, de ténacité, de fermeté marxiste, de liaison de masse prolongée.

- Engagement militant, résolu, prolongé, pour briser la campagne contre-révolutionnaire des bourgeoisies d'Europe: non aux expulsions, aux extraditions, aux assassinats policiers à la sinistre «convention européenne anti-terroriste». Tout ceci sans condition.

- Lutte idéologique opiniâtre contre le syndicalisme «dur», la négociation parlementaire armée, le refus paresseux de la politique maoïste dans les masses, le léninisme de pacotille. Ni meurtres, ni bombes. La voie du parti de type nouveau, seule voie antagonique à la société impérialiste.

# COMBATS

## OU EN EST LA LUTTE DU PEUPLE CORSE ?

( RÉSULTAT D'UNE DISCUSSION D'ENQUÊTE AUPRES DE  
MAOÏSTES CORSES )

Les choses avancent en Corse: il est maintenant certain que les événements de Bastélica et d'Ajaccio auront ouvert une étape nouvelle dans la lutte de libération nationale du peuple Corse. Tout le monde, en Corse, le ressent plus ou moins clairement, même les plus farouches adversaires des nationalistes.

Aléria en 1975 fit éclater une vérité à l'échelle de tout un peuple: celle d'une situation coloniale vieille de 2 siècles, intensifiée dans la dernière période, celle d'une riposte populaire où le sentiment national accumulé, entretenu par les luttes menées par l'A.R.C., explose et se transforme en conscience nationale.

Bastélica et Ajaccio, 5 ans après, font surgir des questions nouvelles: en même temps qu'est réaffirmé avec force l'antagonisme inconciliable entre l'Etat français et les aspirations nationales du peuple Corse, se pose la question: quel nationalisme ?

Nationalisme populaire puisant sa force dans les couches les plus exploitées du peuple, édifiant pas à pas son programme, ou «Nationalisme» de négociation prêt à prendre le relais des clans et de l'administration française ?

Ainsi Bastélica et Ajaccio scindent le nationalisme Corse en deux, en introduisant de façon vivante la lutte des classes au cœur de la question nationale. Telle est la portée incalculable des événements de Bastélica et d'Ajaccio.

Mais cette étape nouvelle, encore faut-il s'en emparer clairement, en dégager tout le nouveau, en tirer toutes les conséquences afin de formuler des orientations claires dans le développement du travail de masse.

Passée la bourrasque, vient l'heure du bilan: et l'on découvre alors que certains font comme si rien ne s'était passé, paraissent ne rien avoir appris de ce formidable mouvement populaire. Il en est de ces gens-là comme de ceux dont parle Mao qui ont besoin à chaque fois d'une grande claque dans le dos pour avancer dans le sens de l'histoire !

Or pour bien comprendre le sens et la portée des événements de Bastélica et d'Ajaccio, il faut en revenir à la situation antérieure.

### 1) LA SITUATION AVANT BASTÉLICA.

C'est en effet dans cette situation qu'existe déjà, en creux, ce qui deviendra dominant dans la mobilisation populaire.

Les arrestations des militants du F.N.L.C. avaient créé, dès Juin 1978, une situation difficile pour le peuple Corse. L'Etat français frappait durement les forces les plus combattives du peuple. Les arrestations massives avaient un but: en finir une bonne fois pour toutes avec la lutte de libération nationale et pour cela atteindre sa fraction la plus avancée, celle qui depuis Aléria était à l'initiative, la seule qui, malgré bien des erreurs, constituait pour le peuple Corse un espoir en s'attaquant de façon directe au colonialisme pendant que toute une fraction du courant national sombrait dans le défaitisme, voire dans la trahison pure et simple.

Pendant 2 ans le F.N.L.C. mènera la vie dure aux clans, à l'administration française et répandra incontestablement au sein du peuple Corse un large courant de sympathie.

On pouvait s'attendre, dans ces conditions, à ce que les arrestations massives, les lourdes peines infligées provoquent une riposte populaire d'envergure.

Or, de riposte populaire, il y en eut peu. A cela 2 raisons:

\* première raison: les militants du F.N.L.C. étaient largement coupés du peuple Corse. Certes, beaucoup applaudissaient à chaque attentat. Mais le F.N.L.C. était et se présentait comme une organisation exclusivement militaire. Il entretenait, d'autre part, l'illusion sur sa capacité réelle

d'intervention. Ayant une conception idéaliste du peuple, il le figeait dans un rôle de spectateur. Quoi d'étonnant, alors, à ce que, au moment souhaité, celui-ci ne réponde pas comme on l'escomptait.

\* deuxième raison: la fraction légaliste du mouvement national, représentée notamment par l'actuelle direction de l'U.P.C., se borna, en fait, à de simples communiqués de soutien refusant d'engager la force de son organisation et de ses militants dans la bataille.

Un certain nombre de militant nationalistes, tirant les conséquences de cette situation, avancent alors les positions suivantes:

1- Le soutien public, offensif et organisé aux patriotes du F.N.L.C. emprisonnés.

2- La lutte contre tous les aspects du colonialisme par un travail prolongé au sein du peuple, sur des thèmes globaux: tourisme, forces de répression, légion étrangère, problèmes agricoles, etc...

En fait, ces militants entreprennent une rectification dans la pratique de la ligne putschiste du F.N.L.C. Ils décident, à partir du soutien à ces patriotes, de réinvestir le terrain politique avec un style de travail nouveau, pratiquant la liaison au peuple.

C'est qu'en effet le seul soutien anti-répressif était, dans l'étape, liquidateur. S'il pouvait, à la rigueur, «fonctionner» dans l'après Aléria, il devenait inopérant dans une période où l'enjeu était de réaliser un pas en avant dans la prise en charge par le peuple de l'organisation de sa lutte.

C'est sur ces bases que les militants tentent de constituer des comités nationalistes locaux. Le seul qui réussira à exister de façon stabilisée sera le Comité d'Intervention et d'Action Nationaliste de Balagne qui constituera, en ce domaine, l'expérience la plus avancée. Pendant une année, le C.I.A.N. multipliera les interventions publiques capitalisant une riche expérience.

En France, le mouvement exilé opère le même processus quoique d'une façon différente. Dès les premières arrestations se constituent des Comités de soutien dans toutes les villes où les Corses exilés sont nombreux. Pas à pas, les militants nationalistes les plus conscients de ces Comités rompent non sans heurts avec une conception purement humanitaire du soutien. A leur Assemblée Générale de Corte, le 5 Aout 1979, les Comités affirment clairement que, regroupant en France la gauche nationaliste, ils ont une double vocation: le soutien aux patriotes mais aussi l'organisation des Corses de l'exil sur la base de leurs problèmes spécifiques, leur rassemblement en tant que force, partie intégrante du peuple Corse.

Durant cette période les autonomistes tenteront de conserver leur audience dans une situation où, en fait, ils perdent toute initiative. Leur grand meeting traditionnel du mois d'Aout 1979 répandra une curieuse impression de «déjà vu»; l'U.P.C. s'embourbe dans la contestation «respectable» et les relations internationales ambiguës. Tout cela respire un parfum d'ancien combattant... C'est dans cette situation que surviendra Bastélica.

Barrage de  
voie ferrée  
par des  
agriculteurs  
Corses pour  
la libération  
des patriotes  
emprisonnés.



## II) LA MOBILISATION SUITE A BASTÉLICA ET AJACCIO.

Bastélica - encore moins qu'Aléria - ne fut pas une opération préparée par un quelconque Etat-major politique. Tout au long des événements et de la mobilisation qui suivra, est réaffirmé clairement l'antagonisme total entre le mouvement national Corse et l'Etat français.

La mobilisation populaire atteindra son point fort dans la manifestation d'Ajaccio du 26 Janvier 1980 où c'est tout un peuple qui défila, nationalistes en tête. Le ralliement à ce défilé des partis de «gauche» ne servira qu'à mieux les démasquer aux yeux du peuple. Le meilleur exemple sera fourni par le P.«C»F. arborant en queue de manifestation le seul drapeau français du défilé ! Pendant plus d'un mois, le peuple Corse se dresse dans un puissant mouvement de masse dont on se souvient des moments importants:

- occupations des mairies aux 4 coins de l'Ile.
- grèves de la faim.
- irruption brutale du mouvement des femmes: occupation prolongée de la station F.R.3, barrages, prise à partie du député R.P.R. Jean Bozzi.
- journée régions mortes.

Dans un premier temps, l'U.P.C. paraît être seule à pouvoir canaliser ce mouvement et d'ailleurs elle jouera le jeu pendant une certaine période jusqu'au moment où elle décidera unilatéralement de tout arrêter.

Dans sa conférence de presse du 2 Mars, elle déclare: «En responsables conscients, nous demandons aux militants et sympathisants de l'U.P.C., à tous les patriotes de mettre un terme à leurs actions».

Ce revirement brutal de l'U.P.C. ne s'est pas fait sans remous au sein de ses propres militants. Profitant habilement d'un moment où le mouvement était en suspens (nécessité pour lui de ne plus continuer sur une ligne uniquement anti-répressive), l'U.P.C. décide d'écraser dans l'oeuf l'émergence d'un courant populaire porteur d'un élan plus vaste, décidé à engager une rupture avec le colonialisme.

C'est qu'en effet, des structures autonomes s'étaient créées un peu partout en Corse et menaçaient sérieusement l'hégémonie de l'U.P.C. sur la conduite de la lutte.

Ces structures, ce sont les Collectifs et Comités nationalistes (les 2 appellations Collectif et Comité ne reflètent pas de divergence. Le terme de Comité en général, employé par la suite, désigne donc la même réalité organisationnelle).

## III) LES COLLECTIFS ET COMITÉS NATIONALISTES.

Deux traits caractérisent ces Comités:

- ils sont nés de la volonté du peuple, dans la lutte, et regroupent localement les forces nationalistes. Ils sont une émanation vivante du peuple Corse dans son souci de répondre à l'agression coloniale par la riposte prolongée et organisée.

- ils élargissent le combat, entendant réaliser un pas en avant dans la lutte globale contre le colonialisme.

Organes populaires, les Comités et Collectifs nationalistes regroupent la gauche nationaliste qui ressent cruellement la contradiction entre la combattivité du peuple et l'absence de toute structure organisée autre que l'U.P.C. Mais ils regroupent aussi des éléments des classes sociales les plus exploitées du peuple Corse: ouvriers, paysans, chômeurs, petits artisans, employés des villes, lycéens, bergers qui sont à la recherche d'une structure leur permettant de prendre leur place, de façon autonome, au sein du combat national.

Les Collectifs et Comités nationalistes annoncent de façon éclatante une expression nouvelle du nationalisme réalisant la fusion entre les nationalistes et le peuple. Cette expression reste certes encore fragile, largement dépendante de la bourgeoisie nationale Corse dont la fraction de droite est prête, dans l'étape actuelle, aux pires concessions. Mais elle n'en représente pas moins une première tentative, à échelle d'ensemble, et la direction de l'U.P.C. ne s'y est pas trompée. Ces Comités furent en fait les véritables acteurs du mouvement populaire mais, en l'absence de toute organisation pouvant leur apporter une perspective claire, face au localisme d'où ils étaient issus, ils ne purent, bien entendu, empêcher l'étouffement de la lutte décrié par l'U.P.C.

Les tentatives de coordination de tous ces Comités furent laborieuses. Elles sont actuellement acquises et les Comités se réunissent régulièrement en coordination. Cependant, trop de nationalistes, héritiers d'une tradition politique niant tout travail populaire, tentent d'empêcher ce courant de se développer. Ces habitués des autoproclamations veulent enfermer cette structure vivante dans leur logique de petits bourgeois idéalistes: les Comités devraient selon eux se transformer d'ores et déjà en parti nationaliste légal, relais propagandiste d'une future ou actuelle organisation militaire ! On le voit, le Pays Basque n'est pas si loin !

Cette position n'est cependant pas dominante au sein des Comités. Partout où ils sont, les maoïstes Corses donnent aux Comités 4 tâches:

-a) Axer le travail sur le mot d'ordre central d'autodétermination. Ce mot d'ordre est le seul qui permet dans l'étape d'affirmer clairement que la libération d'un peuple n'est pas avant tout une affaire institutionnelle. L'objectif est: destruction de la domination économique, politique et culturelle de l'impérialisme.

-b) Engager chaque Comité au travail prolongé de liaison au peuple, à l'exemple du C.I.A.N. de Balagne.

-c) Exiger des formes de représentation réellement démocratiques au sein des coordinations afin d'éviter toute infiltration d'éléments étrangers au processus.

-d) Favoriser au sein de chaque Comité l'élaboration d'une plate-forme politique tenant le plus grand compte des divers aspects de la présence coloniale dans chaque situation locale.

S'engager dans cette voie représente pour les Comités une question de vie ou de mort: ou bien les Comités nationalistes sauront se donner des perspectives claires en puisant leur force dans cela même qui leur a donné naissance, le peuple Corse, ou bien alors ils dégèneront en un groupuscule coupé du peuple.

#### IV) VERS L'APPARITION D'UNE «TROISIÈME FORCE» ?

Cette consolidation politique des Comités, l'intensification de leurs liens avec le peuple est d'autant plus important, dans l'étape actuelle, qu'on ne peut écarter, à plus ou moins long terme, l'éventualité d'une vaste manœuvre visant à récupérer l'ensemble du mouvement nationaliste.

Cette manœuvre, on en perçoit déjà les indices: s'appuyant sur un certain nombre d'élus moins compromis avec le clanisme, avec la complicité active de certains autonomistes, une «troisième force» tente progressivement de se dégager.

Celle-ci envisage son avenir dans la perspective d'une situation néo-coloniale le jour où la bourgeoisie française y serait décidée. Elle s'appuie d'ores et déjà sur une fraction de cette bourgeoisie déjà acquise à cette position et qui serait prête quant à elle à envisager de faire quelques concessions même sur le plan institutionnel afin de mieux garantir le présence des intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme. Les «cocoricos» d'un Michel Debré sont à cet égard significatifs: il ne les pousserait pas si forts s'il ne pressentait pas cette tendance de la bourgeoisie moins attachée à la défense du drapeau tricolore en Corse qu'à ce qu'il suppose concrètement.

Le gage de responsabilité donné par l'U.P.C., sa volonté de plus en plus claire de se démarquer nettement du F.N.L.C., le fait qu'elle tend de plus en plus à se présenter comme la seule garantie de paix civile en Corse, vont également dans ce sens.

Toutes ces positions et bien d'autres relèvent d'une même attitude: à l'approche d'une échéance électorale, ou après une situation explosive en Corse, se présenter, au moment opportun, comme une solution de rechange.

Faute de clarté politique suffisante, de structure organisée, de programme populaire, la mouvance nationaliste ne pourrait alors que se laisser utiliser comme masse de manœuvre.

Ainsi, les nationalistes Corses et leurs Comités ont actuellement des tâches urgentes à entreprendre et des responsabilités énormes.

Oui, en Corse, le nouveau chasse l'ancien: un âpre débat traverse tout le courant nationaliste, bousculant les organisations. Ceux qui s'accrochent encore à une conception étriquée, charvine et en définitive bourgeoise du nationalisme se voient sérieusement contestés.

Avancer dans la voie tracée par Bastélica et Ajaccio, en tirer de façon positive le bilan, impose plus que jamais aux nationalistes d'être à l'écoute de leur peuple et de soutenir pas à pas son expression organisée.

Des manifestations massives dans tout le pays.



# JUSSIEU

( INTERVIEW D'UN CAMARADE DE L'U.C.F.M.L.  
QUI PARTICIPE A LA LUTTE CONTRE LE DÉ-  
CRET IMBERT )

— EN QUOI LE MOUVEMENT ÉTUDIANT CONTRE LE DÉCRET IMBERT EST IMPORTANT ?

— POURQUOI IL Y A DES TACHES U.C.F. DANS CE MOUVEMENT ET DE QUELLE FAÇON ELLES NE SONT PAS TELLEMENT DIFFÉRENTES DE CELLE QU'ON A ACCOMPLIR DANS D'AUTRE SITUATIONS DE MOUVEMENT DE MASSE.

## CARACTÈRE PROLONGÉ: CARACTÈRE POLITIQUE

Vers la mi-Mars, il y a eu une révolte des étudiants contre le décret Imbert. Le 13 Mars, les syndicats appellent à une grève et une manifestation nationale. Immédiatement cet appel a un impact très large. Viennent dans les Assemblées Générales de nombreux étudiants, l'écho de la lutte contre le décret est beaucoup plus large que le courant pour l'unité syndicale et les améliorations du système universitaire.

Très vite cela devint une véritable révolte démocratique sur le thème des droits des étrangers. A ce moment, la révolte se manifeste par l'arrêt des cours, les A.G., des manifestations massives. Les discussions portent sur: «qu'est ce que ce décret ? ». Il y avait méconnaissance du caractère politique du décret Imbert, mais reconnaissance de ce que, touchant les étrangers, cela avait à voir avec la question des droits en général. Il était très difficile de voir par quel courant de force politique ce courant de révolte était traversé.

L'intervention de l'U.C.F.M.L. a pris forme autour du soutien aux Permanences (P.A.E.). Soutien très dynamique qui a connu un rapide succès et qui a confirmé le caractère démocratique de la révolte (non syndicale) et sa dimension anti-raciste (plus centré sur sa cible).

La difficulté pour l'U.C.F.M.L. était de savoir (même si la dimension politique de cette révolte ne s'était pas affirmée) si elle devait être de la révolte, l'accompagner, ou en être absente.

C'est finalement le caractère prolongé de ce combat contre le décret Imbert, même si il est le fait d'une minorité, qui l'a confronté à la question de la politique et qui nous a interpellé sur notre capacité à être un point d'appui à son progrès politique.

C'est le caractère prolongé qui manifeste une volonté politique. Ce caractère là, c'est un enjeu, y compris interne au mouvement.

## LES 4 GRANDES QUESTIONS DU MOUVEMENT

1) Pour que le mouvement puisse continuer à exister, à progresser, à avancer, le mouvement doit continuer à répondre entre autre à la question suivante: en quoi la lutte contre le décret Imbert n'est pas seulement une lutte sur «faculté ouverte aux étrangers, et contre les expulsions des étudiants étrangers»; mais aussi une lutte sur un certain type de faculté.

Ce qui donc remet en cause l'état actuel de l'université, comme les projets gouvernementaux qui tentent de la réorganiser en période de crise. Ceci inclut une lutte contre les révisionnistes qui veulent le status quo (la loi Edgar Faure, facultés nombreuses, avec des cours de marxisme académique, ouverte en partie aux salariés dans un objectif de promotion sociale, dans laquelle le pouvoir est partagé entre la droite classique et les humanistes liés au P.C. et au P.S.). A Jussieu, le visage actuel du révisionnisme, c'est l'union dans les luttes. Ceci inclut aussi la lutte contre la droite Giscardienne qui tente de redéfinir l'université de crise: -1) université impérialiste au sens où l'université c'est

un appareil qui permet de soutenir la domination, par la culture et la coopération, des peuples du Tiers-monde, en particulier les anciennes colonies.

-2) université sélectionniste et élitiste: enlever une partie des gens qui viennent à l'université, plus de débats, sélection pour former des cadres...

La lutte contre le décret Imbert, c'est aussi une lutte contre ce type de faculté. 2 remarques à ce propos:

\* le décret Imbert lui même n'a pas pour seul objectif de réduire le nombre d'étudiants étrangers. Il n'a pas seulement un caractère raciste et discriminatoire: il y a aussi un caractère de sélection sociale et politique: cf les paragraphes du décret qui instaurent une pré-sélection auprès des attachés culturels des pays d'origine, chargés de faire passer un examen de français et d'émettre un avis. Ces 2 aspects sont la marque du néo-colonialisme et la marque d'une volonté de sélectionner les étudiants sur une base de classe.

Le décret Imbert articule discrimination et élitisme.

La capacité du mouvement à comprendre que le décret est ce qu'on vient de dire, une sélection de classe, progresse à la mesure de sa capacité à articuler les 2 et à comprendre qu'en luttant contre le décret il s'engage contre le fonctionnement de l'université. Là se joue l'articulation de la 1ère forme de dynamique démocratique à une progression de la maturité politique du mouvement.

\* deuxième remarque: le mouvement étudiant s'est constitué en force politique par son caractère prolongé: c'est ce caractère qui remet en cause le fonctionnement de la faculté. C'est une remise en cause implicite, mais les gens commencent à la réfléchir.

II) Apprécier correctement la violence policière et la violence de la déclaration de Barre.

La question soulevée est: est-ce que les flics sont intervenus violemment dans l'université à cause d'un autobus brûlé et de quelques pierres (étudiants et autonomes). Or, il y a une disproportion entre la situation et l'investissement policier. Alors pourquoi ?

a) au début, la plupart des étudiants pensaient que le décret Imbert était une mesure administrative. Imbert lui-même le présente comme un élément de souplesse dans l'accueil des étrangers en France.

Avec les déclarations de Barre et de Bonnet, les étudiants ont commencé à mesurer tout l'enjeu de l'affaire. Barre a confirmé l'importance de la faculté comme élément du dispositif de l'Etat impérialiste: rayonnement de la culture... Il a réaffirmé avec violence qu'il voulait une faculté où les étudiants étudient, les enseignants enseignent, les chercheurs cherchent. Il se prononce contre la faculté «depotitoir». Pour protéger les Etats coloniaux, il affirme refuser les étudiants dont leur pays d'origine ne veulent pas. Enfin il a confirmé que le décret Imbert faisait partie du dispositif des lois anti-immigrés.

Bonnet réaffirme que les étudiants étrangers viennent prendre le travail des français et qu'il maintiendra coûte que coûte une politique stricte vis-à-vis de l'immigration.

b) le second enjeu pour le mouvement est donc une affirmation stricte des enjeux politiques du décret Imbert.

Là aussi, marquons l'importance de l'articulation de

la démarche anti-raciste, anti-discriminatoire au refus d'une faculté de crise à long terme. A quoi sont prêts les étudiants pour se battre contre cela ?

III) Le 3ème grand débat à propos duquel les étudiants discutent et ont des difficultés à progresser porte sur: les prises de position du mouvement par rapport aux forces politiques et aux partis politiques.

Compte-tenu des difficultés qu'a le mouvement à préciser le sens de son combat contre le décret Imbert, à apprécier de façon correcte son opposition radicale à la politique gouvernementale, mais aussi à la société des temps de crise, le mouvement a des difficultés à clarifier ses positions par rapport aux autres forces politiques qui se réclament elles-mêmes d'une opposition au gouvernement. D'où le problème des étudiants, pour percevoir le P.C.F. ou les syndicats trotskystes, non pas comme des gens qui luttent mal, ou qui manoeuvrent, mais comme des forces politiques elles-mêmes ennemies, car défendant elles aussi une faculté et un projet de société en opposition au mouvement (en particulier contre le thème unificateur de l'Egalité des droits).

D'où le problème du mouvement à percevoir les autonomes non pas seulement comme des gens qui pratiquent la violence contre l'Etat, mais comme un courant politique interne à la société impérialiste, ne pouvant vivre que de son parasitage. Et ne donnant comme seule perspective aux étudiants que de devenir des chômeurs individualistes; les autonomes, tout en prétendant s'occuper des intérêts particuliers des individus, abandonnent le terrain de lutte contre le décret Imbert, liquident l'aspect démocratique de la lutte pour l'égalité des droits, obscurcissent le rôle politique particulier des étudiants comme fraction intellectuelle de la jeunesse.

IV) Quel bilan les étudiants tirent-ils de leur initiative depuis 2 mois. Quelles sont les actions de masse possible contre le décret Imbert afin de développer progressivement une force, y compris hors d'une période de mobilisation massives, quand le mouvement par exemple arrive dans une période de mobilisation minoritaire.

Il faut pour cela préciser les formes de luttes et la forme d'organisation liées aux différentes étapes.

Tout le débat porte sur l'articulation des cibles définies, et intermédiaires, mais maîtrisables et gagnables par les étudiants (par exemple l'inscription directe des étudiants qui ont boycotté l'examen de français à Grenoble; par exemple empêcher l'expulsion de 2 étudiants marocains à Angers, qui avaient redoublés de nombreuses fois; ou la volonté d'obtenir de Paris-7, l'inscription directe ou seulement même la pré-inscription de ceux ayant boycotté l'examen de français ou sont arrivés après le 15 Mars - date limite pour retirer les dossiers auprès de la commission nationale d'inscription - ces pré-inscriptions étant essentielles pour obtenir leur carte de séjour) avec d'autres initiatives.

Ces objectifs intermédiaires doivent être articulés - et c'est là la difficulté - à des initiatives de mobilisation d'ensemble contre le décret Imbert dans sa totalité. Donc d'être capable d'en voir la portée politique d'ensemble. Il faut trouver des initiatives qui marquent le caractère d'ensemble du décret Imbert. Ce n'est qu'en tant qu'ils sont une force politique d'ensemble que les étudiants sont une force.

Cette idée qui se donne au travers de «si on n'est pas des milliers, on n'est rien», touche à l'identité des étudiants en tant que force politique.

En fait, les débats sur forme de lutte et d'organisation ont dépassé le débat sur protestation et résistance: Avant, nous disions: quand les étudiants défilent, ils protestent, quand ils mènent des initiatives à objectif concret et précis, ils résistent. Le mouvement maintenant se pose le problème du lien entre l'intermédiaire et l'ensemble.



Des étudiants manifestent massivement.  
Photo U.C.F.M.L.)

## LA POLITIQUE DE L'U.C.F.M.L.

a) La première chose est d'avoir soutenu la politique des P.A.E.. Organisation de forum sur le contenu du décret Imbert sur la résistance ouvrière et populaire à la politique anti-immigrés, anti-populaire et raciste du gouvernement. Mise en place de stands d'information permanents sur la volonté de se battre contre les cas d'expulsion.

b) Le deuxième aspect, c'est d'avoir compris que le mouvement se battait certes sur la question de l'Egalité des droits, mais pas dans la dimension que l'on pratique dans les quartiers populaires ou les usines où il s'agit de l'unité français-immigrés. Mais qu'il se battait d'un point de vue démocratique, anti-raciste qui se lie à une volonté de s'opposer au fonctionnement et à l'avenir de l'université française. En se battant sur le racisme, les étudiants sentent qu'en se battant sur ce thème, ils se battent sur une dimension interne de la société française.

Quand il s'agit des quartiers, des usines, la question de l'unité français-immigrés porte sur des pratiques concrètes de l'unité du peuple et de la classe ouvrière. A l'université ce n'est pas l'unité français-immigrés comme pratiques d'unité avec d'autres couches du peuple dont il s'agit, mais de l'Egalité des droits comme dimension anti-Etatique.

c) Il y a d'une part le fait que le travail de l'U.C.F. a permis que s'organise une voie dans le mouvement, qui ne soit pas seulement activiste et de réponse au coup à coup, mais une voie qui s'est organisée autour de COMMISSIONS, qui prend le combat contre le décret Imbert comme un combat prolongé. C'est donc tout notre rôle d'impulsion des commissions, d'initiatives et de débats politiques d'ensemble...

Le travail de l'U.C.F. consiste aussi à être un point d'appui et une force qui soutienne et développe les luttes idéologiques, qui intervient contre certains courants de pensée liés aux forces politiques particulières telles le P.C.F. et les autonomes. Qui organise des débats politiques qui permettent l'apparition d'une conscience propre du mouvement sur lui-même; en particulier une réflexion sur les 4 difficultés qui précèdent.

Donc :

- soutenir les P.A.E. - soutenir la constitution du mouvement  
- constitution d'une voie autonome - pensée des étapes, a été une grande part de notre travail.

Notre politique de Parti de type nouveau a été d'une part d'être du mouvement et d'être des tâches d'organisation du mouvement lui-même; d'autre part d'être un point d'appui idéologique et politique pour que le mouvement soit capable de prendre son indépendance vis-à-vis des forces bourgeoises, et de faire surgir ses propres chefs de masse.

# ORGANISATIONS

## Histoire d'une charte d'usine

Cette charte, cela fait longtemps que le Noyau y pense, et pas seulement pour le fait qu'un noyau ouvrier maoïste doit être capable de fixer des objectifs de classe, des objectifs précis pour la résistance ouvrière.

Ici, il fallait plutôt répondre à l'interpellation du noyau par un nombre de plus en plus grand d'ouvriers:

«pourquoi ne faites-vous pas un nouveau syndicat, il y aurait du monde avec vous ?!»

«c'est des délégués comme vous qu'il faut !»

«ce que vous dites, c'est juste, mais c'est irréalisable!»

Questions sur le noyau, questions sur la résistance ouvrière, attitudes contradictoires, pensée divisée de nombreux ouvriers (contre le syndicat, mais esprit encore syndicaliste). Enfin, soutien politique aux ouvriers révolutionnaires proches du noyau.

C'est à un niveau de masse, et d'un point de vue interne à la classe qu'il fallait répondre: éclaircir ce que veut le noyau, son projet à travers son rapport à la classe ouvrière; mais aussi expliquer comment la classe ouvrière peut être révolutionnaire ici et tout de suite.

### 1

#### L'ÉLABORATION DE LA CHARTE

Les grèves et les mouvements d'usines régionaux de l'automne 1979, le bilan des grèves de 79 au niveau national ont permis au noyau de se tremper au feu de la lutte (Cf article du M.L. No 39) et d'approfondir son enquête sur l'état de la classe et ses besoins.

Nos tracts conjoncturels, nos propositions étaient largement approuvés; pourtant cela ne transformait pas sensiblement le cours des grèves, et notre lien avec l'avant-garde ouvrière ne s'en trouvait guère renforcé au niveau organisationnel.

Le projet de Charte a donc tout d'abord été lié à la nécessité d'associer et de regrouper le plus grand nombre de ces ouvriers dans un travail de réflexion sur la résistance ouvrière... et sur sa pratique.

Pendant plusieurs semaines, le noyau, en plus de ses interventions et de son travail politique régulier, a donc travaillé à constituer ce qui sera la trame du projet final: les objectifs de résistance, les attitudes prolétariennes qu'un ouvrier doit adopter dans les situations de classe, ainsi qu'une analyse de la situation ouvrière.

L'axe principal est la question de l'unité ouvrière dans la résistance d'usine.

Ce premier projet est soumis individuellement à une vingtaine d'ouvriers de différentes usines ou chantiers, des camarades que nous connaissons tous depuis un certain temps, et qui connaissent le noyau. Nous voulons par là recueillir les premiers éléments de critique tout en discutant des modalités et des volontés individuelles de travailler au projet.

### 2

#### LES DISCUSSIONS

Nous convoquons tous ces camarades à une première réunion, avec comme ordre du jour une discussion collective, point par point, du projet de Charte.

Plusieurs camarades viennent à cette première convocation et l'on verra par la suite la difficulté de réunir tous

les camarades contactés en même temps (problèmes d'horaires, de disponibilités, de motivations). Cette réunion sera donc la première d'une série de cinq étalées sur un mois et demi.

Les discussions s'avèrent d'entrée très ancrées dans la pratique. Les camarades parlent à partir de leur expérience. L'accord est général, surtout que la plupart des points sont déjà parus dans les tracts du noyau. Mais ce qui est important, c'est la façon dont certains points sont retravaillés, précisés, à partir de leur réalité d'application.

Par exemple, le premier point sur le «travail lent» a été dès le début la source d'une discussion passionnante sur la différence entre une boîte d'O.P. et une boîte d'O.S. Le «travail lent» n'est pas à lui seul un mot d'ordre efficace contre l'augmentation de la productivité. Un camarade d'une usine du nucléaire nous explique la nécessité d'organiser l'unité ouvrière autour du «travail minimum demandé», puisqu'il n'y a pas de cadences. Et qui plus est, de faire cette unité non seulement dans l'équipe, mais entre équipes de postes différents pour éviter la concurrence.

Alors qu'un autre camarade, d'une usine d'O.S., nous expliquera la façon dont les rendements et les bonis sont liés au problème des bas salaires, et qu'on ne peut résister efficacement et unitairement aux cadences infernales qu'en faisant une unité offensive pour une augmentation égale pour tous du salaire de base. D'où le mot d'ordre: «intégration du boni maxi au salaire de base, et rendement minimum».

Certains points feront à eux seuls l'objet d'une réunion entière, comme le point sur le racisme. Surtout que cette Charte s'adresse à une grande majorité d'ouvriers français. Les camarades qui en débattent ce soir là sont de plusieurs nationalités (Tunisiens, Algériens, Portugais, Français). D'emblée, la question est celle du droit des immigrés à la politique révolutionnaire. Dans une région où il n'y a pas de concentration massive d'ouvriers immigrés dans les usines, où il n'y a pas eu de grève prolongée de foyer lié au mouvement Sonacotra, que veut dire pour les immigrés être partie prenante d'une force politique prolétarienne? C'est la question que soulève un camarade algérien d'une usine à majorité d'ouvriers français.

Combattre le racisme chez les ouvriers, c'est une question interne à la classe, pas seulement interne à l'usine. La nécessité de mobiliser les ouvriers français contre les expulsions, au tribunal, la nécessité de dénoncer en même temps que le racisme d'Etat le racisme du P.C.F. qui, en collusion complète avec les Amicales, essaye de récupérer le courant démocratique, sont deux objectifs à atteindre pour combattre le racisme dans les usines. L'unité français-immigrés est une lutte du peuple; dans notre contexte, l'émergence du Prolétariat international de France se donne dans la participation ouvrière au combat populaire.

Dans la Charte, certains points ne sont pas liés strictement à la résistance ouvrière d'usine, tel le passage sur la guerre. Ceci est important pour deux raisons. Tout d'abord, c'est un bon moyen de combattre l'anarcho-syndicalisme ambiant chez les ouvriers français qui ne leur fait voir que l'intérieur de l'usine.

Notamment, chez certains ouvriers combattifs influencés par la C.F.D.T. (les sections dirigées par les trotskystes en particulier) à qui pose question le silence syndical face aux positions cyniquement impérialistes et chauvines du P.C.F. et de la C.G.T. (Nucléaire, Afghanistan...).

Ensuite, il faut considérer que la résistance ouvrière n'est pas restrictive. Le débat est à mener sur la paix et sur la guerre. L'expérience montre que chez les ouvriers français, le silence ou l'embrigadement derrière les positions impérialistes de l'Etat ou du P.C.F. mène toujours à l'impuissance face aux mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie au pouvoir. Où était la classe ouvrière de la guerre d'Algérie à Mai 68 ?

D'ailleurs, malgré son aspect concis (le problème dans une Charte était de dire le principal sans faire un roman), ce point sur la guerre a été l'objet lui aussi d'une discussion animée entre autres par un ouvrier français d'une cinquantaine d'années et par un camarade Algérien: quelle a été l'attitude des ouvriers français à Chalon pendant la guerre d'Algérie ? Qu'est-ce qu'un programme de libération nationale ? Le conflit U.S.A./IRAN ? Pourquoi les gens voient la question de la guerre de loin ? Quelle est la force du peuple en France face à une 3ème guerre mondiale ?

Toutes ces questions sont en débat chez les ouvriers aujourd'hui.

### 3

## LA DIFFUSION ET L'APPLICATION DE LA CHARTE

Le but de cette charte, c'est de tisser un réseau d'ouvriers qui résistent sur des bases de classe, et d'être appliquée. Ce souci a d'ailleurs été présent durant toute la série de réunions de travail; c'est ce qui lui donne son aspect unificateur, de la classe et des ouvriers révolutionnaires.

Cet aspect organisateur, propre à la Charte, ne se confond pas avec le travail politique du noyau. Bien sûr, c'est très lié. Sans le noyau, il n'y aurait pas eu de charte, mais ce n'est pas avec une charte que l'on construit un noyau. La Charte n'est qu'une partie du travail dirigé par le noyau. Le fait de travailler à l'application de la Charte et le fait d'être du noyau n'est pas la même chose. Nous avons tenu à ce que ceci soit clair, et nous pensons que cela l'a été, pendant le cycle de réunions de travail. D'ailleurs c'est un point essentiel de l'introduction.

Ceci à la fois pour respecter l'identité populaire et les motivations des camarades qui travaillent à la Charte, mais aussi pour ne pas restreindre le travail politique du noyau qui ne se limite pas à la résistance ouvrière.

En ce qui concerne la Charte, nous avons mis sur pied un début de structure de diffusion et d'enquête sur un grand nombre d'usine de la région. La Charte sera distribuée usine par usine, précédée d'un tract annonceur et suivie d'une ou plusieurs enquêtes. Dans certaines usines, elle sera d'abord distribuée d'une façon interne, à un niveau restreint de manière à en recueillir rapidement les premiers éléments d'enquête.

La participation effective des camarades à ce travail se fera d'une façon diversifiée; outre la présence de certains à quelques diffusions et enquêtes de portes, nous avons retenu le principe de groupes de travail (contacts, enquêtes) par usine, ou par groupes d'usines, afin de maîtriser progressivement les effets de la Charte, afin aussi de pouvoir répondre rapidement aux situations d'affrontement urgentes, comme les mises à pied.

Cette Charte aura donc pour effet d'élargir le champ d'action du travail politique révolutionnaire dans la classe ouvrière de la région. Nul doute que cela posera un certain nombre de problèmes, notamment dans la possibilité de tenir le terrain à long terme. C'est un plan d'épreuves important pour le noyau, en ce qui concerne sa capacité d'être un arrière politique solide à ce travail. Nous devons être vi-

gilants à préserver son autonomie politique, et à rester fidèles à un travail politique propre, de type prolongé.

Par exemple, parallèlement à la diffusion de la Charte, le noyau a l'intention d'envoyer une lettre aux ouvriers d'un atelier d'une grande usine, qui, au cours de l'hiver et du printemps, ont mené une résistance autonome et en grande partie victorieuse sur des questions d'horaires (réduction, récupération d'heure d'astreinte).

D'autre part, nous comptons organiser outre des réunions de travail collectives ponctuelles sur la Charte, un certain nombre d'écoles ouvrières et d'écoles d'unification pour les camarades que cela intéresse.

Programme chargé donc, capitalisation de deux années de travail, mais qui ouvre ici une étape nouvelle de l'existence du noyau: celle du rassemblement des ouvriers révolutionnaires et de la maîtrise des processus de résistance prolétarienne à la bourgeoisie impérialiste en crise.

**VIVE L'UNITÉ OUVRIERE CONTRE LES DEUX BOURGEOISIES !**

**ÉTUDIEZ, TRANSFORMEZ, FAITES VIVRE LA CHARTE EN 16 POINTS LA OU VOUS ETES !!**

le 19/5/1980 Le Noyau maoïste de Chalon/Saône.

### 16 POINTS DE RESISTANCE OUVRIERE

— POUR L'UNITE DE CLASSE

— POUR LA RESISTANCE QUOTIDIENNE  
CONTRE L'USINE IMPERIALISTE

— POUR UNE CLASSE OUVRIERE  
REVOLUTIONNAIRE

A l'initiative du Noyau ouvrier maoïste de l'UCFML  
et d'ouvriers révolutionnaires de Chalon-sur-Saône

A tous ceux qui veulent résister aux mesures anti-ouvrières, à tous ceux qui cherchent la voie d'une unité ouvrière solide contre la corruption, l'individualisme, le défaitisme, nous proposons cette charte de résistance ouvrière en 16 points. C'est le premier résultat d'un long travail d'enquêtes et de discussion du Noyau Ouvrier Maoïste avec des ouvriers de différentes usines et chantiers de la région, ainsi que des chômeurs.

La brochure à l'initiative du Noyau ouvrier maoïste de l'U.C.F.M.L. et d'ouvriers révolutionnaires de Chalon-sur-Saône, est disponible pour 4 Francs, port compris (écrire à l'adresse suivante :

« LE MARXISTE-LÉNINISTE  
BP 278

75 827 Paris Cedex 17 »

(on peut régler par envoi de timbres)

# ETUDES

## LECTURE ET HISTOIRE DU MARXISME

(2)

Dans le début du chapitre II du «Manifeste», après avoir répondu à la question : «Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? » (1). Marx et Engels précisent ce que sont «les conceptions théoriques des communistes».

«Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte des classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. L'abolition des rapports de propriété, qui ont existé jusqu'ici, n'est pas le caractère distinctif du communisme. Le régime de propriété a subi de continus changements, de continuelles transformations historiques. La Révolution française, par exemple, a aboli la propriété privée féodale au profit de la propriété bourgeoise. Ce qui caractérise le communisme ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or la propriété d'aujourd'hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens les communistes peuvent résumer leur théorie dans la formule unique, abolition de la propriété privée» (2).

Deux thèses :

1) Les conceptions théoriques des communistes ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux.

2) La propriété bourgeoise est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres.

Ce qui caractérise le communisme ce n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise.(3)

Commentaire de la thèse 1 :

«Les conceptions théoriques des communistes», ou «le communisme» ou encore «la théorie des communistes» relèvent d'une analyse de l'histoire réelle, d'un bilan de la lutte des classes en cours «qui s'opère sous nos yeux». Le communisme, il est important de le rappeler, est un bilan matérialiste de l'histoire, de son noyau interne, la lutte des classes ; le communisme n'est pas une idée philosophique externe aux processus historiques réels ; tout au contraire il est l'élément central de l'analyse matérialiste de l'histoire.

Le communisme est le pilier de la conception marxiste de l'histoire ; il est ce qui différencie la conception prolétarienne, marxiste de la lutte de classe, de la conception bourgeoise.

En 1892, quatre ans après le «Manifeste», Marx précisera :

«En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leurs luttes entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des clas-

ses et des économistes bourgeois en avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut :

1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production.

2) Que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat.

3) Que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à la société sans classe» (4).

C'est en se référant à ce texte que Lénine, dans la 2<sup>ème</sup> édition de décembre 1918 de «l'Etat et la Révolution», écrit :

« limiter le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effective du marxisme» (5).

Lénine insiste avec une grande force sur la conception marxiste de la lutte des classes, et s'appuyant sur la lettre de Marx à Weydemeyer il affirme que l'aspect principal du marxisme est — et ce dans les conditions historiques de 1918 — la dictature du prolétariat.

Lénine dans son analyse de la lettre de Marx articule le point 1 (existence des classes et leurs adossements aux formes historiques de la production) et le point 2 (la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat). Le point 3 de la lettre («cette dictature (du prolétariat) ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classe»)(6) n'est pas constitutif de la définition historique (en 1918) du marxisme, telle que Lénine la formule. Non que Lénine n'y accorde pas d'importance, les chapitres IV et V de «l'Etat et la Révolution» sont consacrés au caractère de transition de la dictature du prolétariat et à la question de son dépérissement, donc du passage au communisme. Le communisme (le point 3 de la lettre à Weydemeyer) est totalement présent dans le dispositif politique et analytique de Lénine ; mais dans les conditions historiques de 1918, c'est la dictature du prolétariat qui est le noyau du marxisme.

L'assertion : «Celui là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat» est un acquis essentiel du marxisme militant. Les révisionnistes modernes, le PC soviétique en tête dans les années 60, puis d'autres à sa suite, dont le PCF, ne s'y sont pas trompés qui ont rejeté ce fondement de la politique prolétarienne.

Mais dans les conditions historiques qui sont les nôtres, après l'émergence du capitalisme bureaucratique d'Etat et l'instauration d'un pouvoir de type social-fasciste en URSS, après l'échec — fût-il transitoire — de la révolution culturelle chinoise, le thème de la dictature du prolétariat ne concentre plus, à lui seul, l'essence politique actuelle du marxisme, c'est-à-dire la conception prolétarienne de la lutte des classes. Aujourd'hui la vision marxiste de la lutte des classes doit inclure et la dictature du prolétariat et le communisme.

C'est en appliquant la thèse 1 : « Les conceptions théoriques des communistes ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux » à la question : qu'est-ce qui, à une époque donnée, caractérise le marxisme, le spécifie historiquement à ce moment là ? que nous proposons une autre réponse que celle de Lénine en 1918.

Que la réponse soit différente ne relève nullement d'un abandon des concepts et des références du marxisme chez Lénine ; tout au contraire, les trois points de la lettre de Marx sont pour nous également fondamentaux et sont le cadre dans lequel nous nous situons. Ce qui a changé, parce que la situation historique s'est considérablement transformée, que de nouvelles expériences sont apparues, c'est la ligne de démarcation qui identifie le marxisme militant dans les temps actuels.

Quand nous disons qu'aujourd'hui est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à celle de la dictature du prolétariat et du communisme, nous proposons ce qui, à notre époque, identifie le marxisme militant. Cette ligne de démarcation qui évolue et se transforme, et avec elle les formes pratiques, théoriques, et organisationnelles de la politique prolétarienne, constitue ce que nous appellerons la définition historique du marxisme, sa réalité contemporaine, la seule qui ait un sens, la seule militante.

Sur les caractéristiques du Parti communiste nous avons montré, dans l'article précédent, comment de Marx à Lénine, il y a maintenant d'une conception d'ensemble : les communistes sont l'avant-garde de la classe et engagés dans la politique prolétarienne et en même temps transformation historique de la nature du parti en particulier quant aux rapports entre les partis communistes et « les autres partis ouvriers ».

Entre « le Manifeste » (1848) et « Que faire ? » de Lénine (1902), il y a de très importantes nouveautés quant à l'idée et la nature du parti communiste. De même qu'il

y en a de nouvelles entre « Que faire ? » et « les 21 conditions d'admission à la troisième Internationale » (II ième congrès de l'Internationale communiste - 1920).

Comme sur le Parti communiste, il y a sur le marxisme militant, à la fois des acquis historiques universels et des transformations et des nouveautés historiques d'étapes en étapes. C'est à la mesure de la maîtrise du nouveau historique, de ce que nous appelons aussi l'historicité du marxisme, que la fidélité aux acquis universels peut se déployer. C'est en ce sens que tout parti communiste authentique est un parti nouveau (l'expression est très fréquente chez Lénine), et c'est le processus du nouveau (nouveau de la situation historique, des tâches, de la lutte de classe prolétarienne et en conséquence de la définition historique des communistes, du marxisme et du parti) qui permet un rapport vivant aux acquis précédents, à l'universel des leçons de l'histoire antérieure.

(à suivre)

Paul Sandevince

(1) Voir l'article précédent : Lecture et histoire du marxisme - Le Marxiste Léniniste n.40 - Mars-Avril 80.

(2) K.Marx et F.Engels : « Manifeste du parti communiste » Editions de Pékin p.49-50

(3) Dans cet article, nous n'examinerons que la thèse 1.

(4) Lettre de Marx à Weydemeyer du 5 Mars 1852. Nous avons fait un commentaire de ce texte de Marx dans « Qu'est-ce qu'une politique marxiste ? », brochure des Editions Potemkine - Paris 1978.

(5) Lénine : « l'Etat et la Révolution » Editions de Pékin p.41

(6) Par société sans classe, Marx désigne la société communiste réalisée.

## LE PROBLEME NUCLEAIRE EN EUROPE ( suite et fin )

On a vu précédemment que la logique dissuasive de l'arme nucléaire apparaissait de plus en plus comme un leurre au fur et à mesure que les risques de guerre mondiale s'accumulaient: si la fonction dévolue à cette arme est d'éviter la guerre, non de la gagner, le déclenchement effectif du combat en assignait l'échec et dans le même temps son incapacité d'en modifier désormais le cours.

Ce point est d'autant plus clair aujourd'hui que l'U.R.S.S. manifeste, en particulier dans ses doctrines militaires officielles, qu'elle n'a jamais été prise dans une telle logique. Le débat sur les risques de guerre nucléaire en Europe se trouve ainsi relancé; il est aujourd'hui fortement organisé, pour ce qui concerne les forces impérialistes d'un camp ou de l'autre, par le débat sur les nouvelles armes «eurostratégiques» (SS 20 et Backfire, Pershing II et Cruise); nous analyserons ce qu'il désigne pour en venir à la question qui nous engage principalement dans ces aspects nucléaires de la guerre: le problème de la protection civile.

### LA DOCTRINE MILITAIRE SOVIETIQUE.

Les orientations de politique militaire de l'U.R.S.S. peuvent être définies par les points suivants:

\* La guerre à l'ère nucléaire est possible. Il faut alors viser à la gagner.

\* Si la guerre a lieu, elle sera totale; il ne faut donc pas miser sur une limite dans l'escalade.

\* Cette guerre aura la même logique générale que les précédentes.

Il vient alors qu'il faut, pour la gagner:

-1) Détruire la force organisée de l'ennemi, c'est-à-dire centralement ses forces militaires. Les russes rappellent ainsi qu'ils n'ont gagné la guerre contre l'Allemagne nazie que par la défaite complète de l'armée hitlérienne alors que les

bombardements de terreur des américains (ex: Dresde: 135 000 morts soit plus qu'Hiroshima) n'ont pas entraîné la reddition d'Hitler ni même interdit à la production industrielle allemande de continuer de croître jusqu'à l'automne 1944. L'U.R.S.S. en tire comme conclusion qu'elle doit orienter ses fusées nucléaires principalement dans la logique de la guerre (contre les forces adverses) et non dans celle des représailles (contre les cités).

-2) Protéger ses propres forces, d'où l'importance d'un entraînement militaire en ambiance nucléaire simulée (quasi inconnu des forces de l'O.T.A.N.) mais également d'une défense civile (à laquelle est entièrement consacré un vice-ministère de la défense) qui doit en priorité protéger l'appareil de direction (d'où un gouvernement de rechange prêt à prendre la relève).

Il ressort que les russes sont ainsi convaincus de longue date (depuis la chute de Malenkov en 1955) que l'arme nucléaire ne change pas la nature de la guerre: le discours Kroutchevien (sur la guerre nucléaire comme suicide...) n'était qu'un article d'exportation pour asseoir le double monopole nucléaire russo-américain sans pour autant aligner la politique militaire sur ces conceptions métaphysiques. La doctrine russe réelle reste celle de Joukov (ministre de la défense de Kroutchev): l'arme nucléaire sert uniquement à remplir des missions militaires qui auraient précédemment exigé des opérations tactiques de longue durée. Il rejette donc la théorie de la dissuasion. De cela, l'état-major russe en tire un certain nombre de prescriptions:

a- Il faut se préparer à user de façon «préemptive» de l'arme nucléaire. Il s'agit là de gymnastiques verbales pour ne pas se réclamer ouvertement d'attaques préventives mais justifie des initiatives consistant à «devancer un adversaire qui s'apprête à attaquer» !

b- Il faut se préparer à une guerre de longue durée qui connaîtra une étendue spatiale radicalement nouvelle à leurs yeux, d'où pour les russes l'importance de s'assurer d'une forte supériorité quantitative, mais aussi de savoir la combiner dans les différentes armes:

- l'arme nucléaire contre les forces militaires adverses.
- mais aussi l'arme par excellence d'occupation prolongée des territoires, c'est-à-dire les blindés.
- enfin les armes à mêmes de couper les communications internes du camp ennemi: d'où leur flotte maritime en pleine expansion, entièrement tournée vers l'offensive à outrance et non vers la défense de leurs propres arrières et transmissions.

Ces orientations générales vont être mises en oeuvre concernant les missiles russes pointés vers l'Europe.

## PERSHING II ET CRUISE CONTRE SS 20 ET BACKFIRE.

L'U.R.S.S. procède depuis 1977 au remplacement progressif de ses missiles de moyenne portée: les SS 4 et SS 5 par les SS 20 qui sont:

. de portée supérieure (4600 kms) ce qui leur permet désormais de pouvoir couvrir toute l'Europe, ce qu'ils faisaient déjà avant, mais cette fois à partir de l'Oural tout en restant par leur portée moyenne en dessous des plafonds couverts par les S.A.L.T.

. d'une plus grande précision, ce qui autorise cette fois leur tir («préemptifs») contre les objectifs militaires de l'O.T.A.N. (en particulier les armes nucléaires basées en Europe) sans risques de forts dommages collatéraux.

- dont le nombre d'ogives passe de 1 à 3 (mirvées qui plus est) ce qui consolide leur supériorité quantitative en Europe.

- mobiles car montés sur véhicules, ce qui les rend désormais invulnérables à une attaque («préventive» n'en doutons pas !) de l'adversaire occidental.

L'U.R.S.S. aurait déjà déployé le 1/10ème des 1200 SS 20 prévus en tout et pourrait également compter sur le déploiement en cours des bombardiers Backfire (lui aussi de moyenne portée - moins de 5000 kms) contre l'Europe.

L'O.T.A.N. va tirer argument de ces nouvelles armes pour moderniser, à la demande pressante de Schmidt, les forces nucléaires américaines stationnées en Europe. Ainsi, les Etats-Unis se préparent-ils à déployer à partir de 1983 leur nouveau missile Pershing II (lui aussi mobile et de portée accrue - 1800 kms - ce qui permettra pour la première fois à des armes U.S. basées en Europe d'atteindre une partie du territoire soviétique: en l'occurrence Kiev à partir de la R.F.A.) et des missiles de croisière «cruise» (bombes volantes subsoniques circulant sur 2400 kms à ras du sol pour atteindre à moins de 100 mètres d'erreur une cible préprogrammée).

La Grande-Bretagne, la R.F.A. et l'Italie ont déjà donné leur accord pour un déploiement ultérieur de 108 Pershing II et 464 cruise dont les Etats-Unis conserveraient toujours à eux seuls la responsabilité de mise en action.

Les deux ensembles d'armes posent aux 2 camps en présence un problème nouveau: non inclus dans les systèmes centraux (stratégiques) russe et américain couverts par les négociations S.A.L.T., ces armes ne sont pas pour autant de simples armes du champ de bataille (tactique). On les appelle pour cela «eurostratégiques», car elles contribuent à limiter une guerre nucléaire éventuellement au seul «théâtre» européen, mais indéniablement la situation respective des 2 camps, en ce qui concerne ces armes n'est pas analogue:

\* L'U.R.S.S. va bientôt voir son territoire menacé par des forces américaines autres que celles des plafonds S.A.L.T., sans pouvoir de son côté assurer la contre-partie. Par contre elle se dote dès maintenant d'une forte supériorité pour des combats nucléaires en Europe (dont elle vise à se servir «préemptivement» - comme le pense Gallois, ou qu'elle tente seulement de mieux limiter ainsi une guerre européenne aux combats classiques).

La nouveauté des SS 20 ne serait pas dans leur précision mais plutôt dans ce qu'elles manifestent la volonté de l'U.R.S.S. d'exploiter à son avantage les accords S.A.L.T.: ceux-ci neutralisant les deux territoires et systèmes centraux, permettant d'accentuer le fossé naturel entre Etats-Unis et Europe. L'U.R.S.S. joue ainsi la division Etats-Unis/Europe de l'Ouest en exploitant militairement la situation géographique favorable à l'Europe. Politiquement elle va engager une forte campagne internationale contre ces nouvelles armes américaines en Europe, campagne orchestrée en France par le P.C.F. (manifestation parisienne du 20.12 79) dont les thèmes de masse seront:

- . la peur de l'holocauste nucléaire.
- . le chauvinisme anti-allemand (le P.C.F. sélectionnant ainsi la R.F.A. parmi les 3 pays déjà engagés sur cette affaire).

Le camp pro-russe concentre ainsi ses pressions sur la R.F.A. en tentant de remettre au goût du jour le combat contre le réarmement de l'Allemagne: sa cible pourrait être une neutralisation militaire de l'Allemagne qui fonctionne en contre-partie d'une promesse de réunification, ceci menant alors à terme à la finlandisation du centre de l'Europe.



Le répugnant chauvinisme anti-allemand du P.C.F. (dessin publié dans 'L'Humanité' à propos du boycott des jeux olympiques).

\* Les U.S.A. tirent prétexte des SS 20 pour lancer une contre-offensive vers l'Europe de l'Ouest. On sait que les U.S.A., apparemment depuis l'Afghanistan, en réalité depuis la révolution nationale iranienne, reprennent l'initiative pour resserrer leur propre ordre impérialiste contre les peuples. En direction des Etats du second monde, s'ils veulent s'imposer, ils doivent en particulier améliorer leur crédibilité militaire et rafistoler le parapluie singulièrement troué qu'ils sont censés tenir au-dessus de l'Europe de l'Ouest. Cependant, leur décision en matière de missiles euro-stratégiques peut être interprétée de 2 façons opposées:

- soit l'on pense (ex: Sanguinetti) que les Etats-Unis avaient déjà les moyens de punir les russes d'une agression contre l'Europe avec la partie de leur système central détachée à la protection du théâtre Européen (Poséidon); alors, les Pershing II et les Cruise ne consolident pas l'engagement U.S pour l'Europe. Si l'on doit leur trouver une logique, ce ne peut être dans ce cas que de «découpler» système central U.S. et défense européenne, la raison d'être de ces armes étant alors d'être confiées à une double responsabilité (gouvernement U.S ET Européens concernés) puis à la seule clef du gouvernement allemand (pour les armes stationnées en R.F.A.), ces armes serviraient donc en fait à armer nucléairement à terme la R.F.A. (qui n'en a pourtant jamais manifesté le goût).

- soit l'on pense plutôt que pour renforcer le «couplage» de leurs forces avec l'Europe (menacé de fait par les S.A.L.T.), les Etats-Unis ont besoin d'une souplesse supplémentaire, donc de combler le trou entre engagement extrême de leur part (système central) et engagement purement tactique en Europe. Le franchissement d'un cran supplémentaire dans l'escalade nucléaire leur permettant ainsi de mieux répondre de façon proportionnée aux menaces d'une guer-

re nucléaire limitée à la zone Européenne. Il s'agirait donc là d'un engagement plus fort des Etats-Unis, contribuant à rétablir une certaine continuité entre leur territoire et l'Europe.

Ce débat se mène clairement dans le champ clos de la rivalité entre les deux superpuissances et de leurs alliés respectifs et nous n'y sommes porteurs d'aucune position politique particulière. On peut cependant y lire le fait suivant: lorsque les pays impérialistes du second monde jouent leur propre jeu contre les Etats-Unis, ceci est plutôt un facteur déstabilisant qui accroît les marges de manoeuvres agressives de l'U.R.S.S., les contre-offensives bellicistes U.S. et accélèrent ainsi plutôt les risques de guerre, ce qui est tout à fait à l'opposé des effets d'un accroissement d'indépendance nationale par les pays du Tiers-monde, qui continue au contraire à retarder, les risques de guerre.

On doit par ailleurs s'opposer en France aux campagnes chauvines anti-allemandes: nous ne voyons plus aucune légitimité à notre époque de refuser à la seule R.F.A. le droit de s'armer (y compris nucléairement) pour défendre son territoire. Ceci n'a plus d'autre logique que celle de soutenir les projets de l'U.R.S.S.

Le véritable débat à avoir, adossé aux éléments d'analyse développés précédemment, porte à notre sens sur la question de la protection civile.

## LES MAOISTES ET LA DÉFENSE CIVILE.

Quelle protection du peuple face aux menaces d'une guerre nucléaire ?

Voilà un débat-clef, réactivé dans la dernière période par tout un ensemble de forces politiques, dans lequel il faut inscrire le point de vue de classe. Il faut faire un débat de masse de cette question, particulièrement révélatrice de la politique suivie.

En France, ce point éclaire très crument la politique de dissuasion Gaulliste qui imposait de laisser le peuple à nu, pour en faire l'otage vivant du chantage nucléaire: « Prendre en compte la protection civile, c'est admettre la notion de bataille nucléaire contraire au concept de dissuasion » (Michel Debré).

Il semble que l'équipe au pouvoir d'Etat puisse pencher vers une réorientation toute relative de cette politique dans l'espace général de ses contorsions pour dessiner une impossible transition entre cette dissuasion et une acceptation plus poussée de la matrice réelle de la guerre. Il faut noter que la cible centrale en est la maîtrise de l'ennemi intérieur et le maintien de l'ordre: il s'agit pour l'ancienne bourgeoisie de n'être pas gênée sur ses arrières par une subversion capitularde pro-russe ou par des mouvements révolutionnaires de masse.

Cette orientation manifeste bien que la question de la protection civile excède largement la seule question des abris anti-atomiques. Le véritable problème n'est pas technique mais bien celui de l'organisation du peuple; ceci n'est pas une banalité, il s'agit d'une vérité fondamentale en matière de guerre où le facteur subjectif occupe une place centrale et tout particulièrement face à un conflit nucléaire. Si les armes nucléaires sont utilisées en France, ce ne serait pas pour la détruire puisqu'elle serait l'enjeu principal avec l'ensemble de l'Europe d'une guerre, mais il s'agirait d'y imposer un climat de terreur visant à désorganiser toute velléité de résistance. Que l'on se rappelle l'exode de Mai-Juin 1940 pour imaginer ce que 40 années de syndicalisme revendicatif, de parlementarisme poltron, d'enflure urbaine et de consommation effrénée d'automobiles, pourraient nécessairement entraîner autour des villes menacées et à l'entrée des abris disponibles !

Le problème central est bien celui de la capacité politique d'organiser le peuple en de telles circonstances .

C'est pour cela qu'en Chine la directive de creuser des souterrains profonds, d'enterrer les usines, de répartir la population entre villes et campagnes, n'était pratiquée que comme une pièce du dispositif d'ensemble de la Révolution Culturelle où les mouvements politiques de masse prenaient directement en main la refonte de l'ensemble de la société.

Les bourgeoisies ne s'y trompent pas: elles associent protection civile et politique d'organisation du peuple, mais selon leur propre conception:

- aux États-Unis, la nouvelle politique de Carter se concentre non sur la construction d'abris, mais sur l'organisation d'une évacuation des principales villes en quelques jours dont il est attendu qu'elles permettent la survie des 3/4 des américains en cas d'«échanges» nucléaires généralisés.
- en U.R.S.S., mais aussi dans les pays de l'Est, le développement très ancien de la défense civile est totalement intégré aux processus de militarisation de la société et aux tâches d'encadrement social-fasciste de la population. En R.D.A. par exemple, la protection civile élaborée dès 1954 a donné lieu en 1970 à une nouvelle loi qui va supprimer le volontariat pour multiplier les spécialistes de défense civile et en faire ainsi une véritable «seconde armée» de l'intérieur. Le plan consiste pour cela à utiliser les «cadres politiques» déjà en place dans toute la société civile et de les mettre sous le contrôle d'une hiérarchie spécifique, dotée dans le même temps de nombreux avantages et privilèges (y compris par rapport au reste de l'appareil militaire) pour mieux l'attacher à la défense du régime.

Le Pacte de Varsovie est ainsi convaincu de l'importance politique de la défense civile. Pour en prouver l'efficacité militaire possible, les russes ne manquent pas de rappeler que l'Allemagne a su encaisser pendant la seconde guerre mondiale l'équivalent de 300 Hiroshima et qu'à Hiroshima même, les trains recirculaient au bout de 48 heures !

En dehors de ces pays, il y a deux autres types de protection civile déjà prise en mains par des États:

- celle de Yougoslavie qui semble la seule qui corresponde à une volonté politique réelle d'indépendance nationale.
- celle de la Suisse et de la Suède qui reflète seulement la position neutraliste recherchée par ces deux pays. Cela montre à l'évidence combien une protection civile fondée sur la seule multiplication technique des abris relève de la logique des planqués de la guerre; il suffit d'ailleurs de voir combien la publicité se développe en France pour l'achat d'abris familiaux en direction des vocations à naître de pourvoyeurs du marché noir.

Ceci montre l'absence de contenu de classe de la ligne sur ce point de l'O.C.F.M.L. qui a fait d'une campagne nationale pour des abris anti-atomiques un point apparemment central de son travail politique. De plus l'O.C.F. oriente sa cible dans le sens de la «pression sur tous les responsables publics» pour «exiger la construction d'abris» afin «d'écarter la guerre de notre pays». Quelle singulière conception du travail à faire pour construire une direction révolutionnaire et un peuple politique.

Les abris ne sont en aucun cas une solution en soi. Une véritable défense civile ne peut être un nouveau versant d'assistance étatique. Une véritable défense civile, qui fasse confiance au peuple comme seul corps actif, ne peut être que partie prenante de la préparation d'une défensive stratégique, d'une guerre populaire de longue durée pour préserver une indépendance nationale attaquée.

La défense civile dont sont porteurs les maoïstes comme une nécessité et une urgence passe par l'organisation politique du peuple pour son propre compte, en autonomie constituée par rapport aux deux bourgeoisies et aux deux superpuissances, en unité internationaliste avec les autres peuples d'Europe et du monde.

On n'échappe pas à la terreur des tirs nucléaires (comme à un tout autre niveau à celle des grenadages des flics dans une manifestation) par la recherche éperdue d'un abri mais par la conscience claire de:

- pourquoi on nous attaque ? Qu'a-t-on à défendre ?
- quelles sont les tâches à accomplir ?

La prise en charge d'une telle orientation rencontre, rencontrera nécessairement l'obstacle de la structuration impérialiste du peuple et tout spécialement la conception syndicaliste du monde. C'est elle qui sert à amortir toute vitalité populaire de la question nationale; c'est elle que l'on trouvera en travers de la route pour proner la capitulation nationale en échange d'une promesse de maintien des avantages acquis et pour servir de support à l'esprit de «sauve-qui-peut» général.

Contre la conception d'un peuple assisté, passif, soumis au chantage de la terreur, divisé dans l'infini des catégories syndicalistes, nous sommes porteurs d'une préparation politique active du peuple qui se forge aujourd'hui dans l'antagonisme contre les deux bourgeoisies françaises et qui sera une arme décisive en cas de guerre demain contre une superpuissance agressive. Dans cette orientation, des abris anti-atomiques collectifs, destinés à toutes les couches du peuple (en particulier français et immigrés) seraient un atout important pour permettre en cas de guerre de maintenir soudée l'unité politique populaire autour du prolétariat.

Une  
publicité  
explicite:  
comment  
se  
planquer  
individuelle-  
ment dans  
son coin,  
t.v.a. incluse.

Ce faisant, cette question nous ramène nécessairement au débat plus général sur la politique que le prolétariat doit mettre en œuvre face aux risques de guerre mondiale, d'une part avant que la guerre ne s'ouvre, d'autre part une fois celle-ci en marche.

Nous comptons traiter cette question dans les prochains articles à partir du bilan historique des tâches des révolutionnaires dans les deux précédentes guerres mondiales.

## NON AU NUCLEAIRE

OUI "SE SAUVER"  
EN CAS DE CONFLIT

### Comment ?

1<sup>o</sup> EN TRANSFORMANT vous mêmes votre cave en abri antiatomique de 6 à 10 personnes. Nous fournissons tout le matériel nécessaire à votre sécurité: c'est-à-dire porte blindée, dispositif d'auto-libération, ensemble de filtrage complet, etc. au prix de 22.907 F + TVA 17,60 % = 26.938,63 F TTC.

2<sup>o</sup> EN ADOPTANT un de nos 10 modèles d'abris antiatomiques préfabriqués, tout équipé (de 4 à 12 personnes et plus). Modèle breveté.

Pour tous renseignements, écrire:

**GENERAL TRADE COMPANY**  
13750 PLAN-D'ORGON - B.P. 5

Cherchons revendeurs, entrepreneurs pour fouilles et poses.

# MARXISMES

## L'USINE IMPÉRIALISTE

La société bourgeoise repose, depuis son origine, sur deux piliers, deux forteresses: l'État et l'usine.

Il a été beaucoup dit, beaucoup écrit sur l'État, ses transformations à l'époque de l'impérialisme, son système politique actuel (État, partis, syndicats) que nous avons caractérisé sous la double forme du parlementarisme impérialiste et de l'entrée du syndicalisme dans l'appareil d'État (voir notre article «Le parlementarisme impérialiste» M.L. No 22).

Mais l'usine ? L'usine non pas simplement comme lieu fondamental de l'exploitation, de composition économique et sociale de la classe ouvrière, mais aussi comme lieu politique de formation et de développement de l'antagonisme des classes.

Question beaucoup plus obscure. Obscurcie en vérité par le poids du syndicalisme faisant, surtout après 1936, de la négociation salariale l'axe central de la lutte d'usine, privilégiant en outre la défense d'«intérêts professionnels» particuliers, ceux de l'ouvrier de métier aux prises avec la révolutionnarisation constante des techniques de travail par les capitalistes. Le syndicalisme n'a jamais eu de point de vue autonome des bourgeois sur l'usine, défendant souvent les rapports sociaux capitalistes passés contre les rapports sociaux capitalistes à venir.

De là que dans la conscience moyenne ouvrière, l'usine s'offre comme une figure intangible, intouchable. C'est l'idéologie du bon ouvrier, le respect du principe des chefs, de la fatale division du travail, de l'outil de travail, et, versant revendicatif, de la délégation de pouvoir au syndicat.

Dans cette usine codifiée, légalisée, il ne reste plus qu'à se défendre contre la violation des règles qui balisent strictement cet univers. Violation par les bourgeois qui «abusent» sur les salaires, les repos, les cadences... Mais violation aussi par les révolutionnaires qui heurtent de front cet ordre hiérarchique où chacun, tenu à sa place, ne voit plus que l'aménagement de sa soumission ou le rêve de la fuite.

Contestation idéologique de la société impérialiste, Mai 68 rouvre la question de l'usine. Déjà précédée de signes annonciateurs, tel l'absentéisme et d'autres formes de refus du travail à la chaîne par de jeunes ouvriers, la secousse de 68 va en amplifier les effets dans les années 69-75. Dans 3 directions:

- c'est l'organisation capitaliste du travail qui est elle-même visée. La formidable lutte des O.S. prend comme cible les différences O.P./O.S., entre O.S., remet en cause le système hiérarchique, les grilles de salaires qui y sont associées («de l'O.S. à l'ingénieur»), le despotisme des chefs. Ce qu'il y a d'intéressant dans cette période, c'est que la révolte va au delà de l'habituel renouveau aux besognes du capital. Elle s'accompagne de la tentative de formuler un point de vue positif, un point de vue de la classe sur le travail et l'usine: «Travail égal, salaire égal» à Renault. Et pour le faire, elle s'alimente à la brèche idéologique qu'ouvre la Révolution Culturelle sur la remise en cause de la division du travail: charte d'Anshan, l'expérience des ouvriers de l'usine de machines-outils de Shanghai... Une politique de classe sur les usines émerge à la conjonction de la révolte des O.S., de l'intervention des révolutionnaires et de la réactualisation vivante de la théorie du communisme par la Révolution Culturelle.

- cette poussée des O.S. fait, en partie, voler en éclats les formes balisées et institutionnalisées de la lutte d'usine par le duo patrons-syndicats. Tout l'art des bourgeois est de «reconnaître» dans leur droit la légitimité de la lutte ouvrière (la grève) pour y apporter autant de limitations et surtout pour casser l'initiative ouvrière. Le droit de grève est reconnu, mais dans son inefficacité: les portes fermées, c'est «l'atteinte à la liberté du travail», ne parlons pas des grèves «politiques». Les occupations d'usine sont même reconnues comme «modalités du droit de grève» mais tant qu'elles ont pour objectif de forcer l'ouverture de négociations. Au delà, c'est la légitime intervention des C.R.S. La reconnaissance de l'occupation, c'est donc le droit pour les patrons de négocier paisiblement avec les syndicats. Dans les années 70, les O.S. font des grèves sauvages, des grèves thromboses, séquestrent. Ils reprennent l'initiative contre la procédure syndicale et juridique de «l'expression des conflits». Et les victoires ne sont pas négligeables.

- tout ceci se fait hors et contre le syndicalisme. Tout se passe comme si bousculer l'ordre social de l'usine impérialiste implique de bousculer le syndicat qui s'en révèle ainsi un des fondements. Pris à revers en même temps que le patron, le syndicat se trouve à minima mis sur la touche et ne retrouve son aisance que dans les salles abritées des négociations.

Cette période met à l'ordre du jour le développement d'une politique révolutionnaire sur les questions de l'usine. Nous mettons en place le dispositif politique de sa connaissance: la nécessité d'un programme de classe, de l'anti-syndicalisme et de l'édification d'une avant-garde, les noyaux communistes ouvriers et d'une autre forme d'organisation de lutte de classe, les C.P.A.C., clefs de voute d'une avancée réelle sur ces questions.

Cette expérience politique s'est développée, la situation politique d'ensemble s'est transformée et la crise est venue puis s'est approfondie.

Qu'avons-nous appris sur l'usine impérialiste ?

Pour répondre à cette question, nous prendrons appui sur deux points différents:

1- L'apparition d'un courant théorique marxiste ou marxisant faisant retour à l'analyse de l'usine. Citons «L'atelier et le chronomètre» de B. Coriat (Ed C. Bourgeois); «La légalisation de la classe ouvrière» de B. Edelman (Ed C. Bourgeois); «La classe ouvrière contre l'État» de Toni Negri (Ed Galilée) et plus généralement la mouvance autonome italienne; «Usines et ouvriers», ouvrage récent (Ed Maspéro) qui rassemble des textes de Coriat, de De Gaudemar, de Negri, des italiens; enfin le courant M. Aghetta («Régulation et crises du capitalisme - l'expérience des E.U.» Ed Calmann-Lévy), R. Boyer («La crise actuelle: une mise en perspective historique» Critiques de l'économie politique Avril-Sept 79 Ed Maspéro), A. Lipietz... qui propose une périodisation de l'histoire du capitalisme en termes de transformation du rapport salarial.

2- Notre propre expérience, la connaissance accumulée par notre travail politique vers la subjectivité ouvrière passée et actuelle.

(suite de cet article dans le prochain numéro).

# INTERNATIONALISME

## Les maoïstes américains



Le R.C.P.-U.S.A. a organisé une grande campagne pour le 1er Mai 1980 (qui n'est pas chomé aux États-Unis). Au cours de celle-ci, durant une intervention d'une brigade de propagande dans un quartier immigré, un militant du R.C.P., Damian Garcia, a été assassiné par des fascistes agissant en collusion avec la police locale.

La campagne s'est poursuivie et le 1er Mai, quelques milliers de personnes en tout ont participé aux défilés dans différentes villes des États-Unis, malgré l'encadrement policier, portant des drapeaux rouges et s'opposant à la bourgeoisie impérialiste U.S.

Depuis quelques années déjà, l'attitude politique du R.C.P.-U.S.A. (Parti Communiste Révolutionnaire des États-Unis d'Amérique) nous avait semblé très intéressante. Nous échangeons des publications et nous avons eu l'occasion de rencontrer des militants du R.C.P.-U.S.A. au cours de voyages aux États-Unis.

Dans la dernière période, le R.C.P.-U.S.A. a fait un meeting à Paris pour informer sur la situation aux États-Unis et sur la répression dont il est victime.

L'U.C.F.M.L. a participé à la campagne d'appel et au meeting. Par la suite, nous avons eu des réunions avec les camarades présents en France. Les points d'accords avec ce groupe sont importants et justifient à notre sens le développement d'échanges d'expérience avec lui :

- son attitude de ferme opposition aux menées bellicistes de la bourgeoisie impérialiste U.S., en particulier dans la conjoncture la lutte du R.C.P.-U.S.A. contre la campagne et la politique anti-iranienne, nous semble tout à fait adéquat à un mouvement révolutionnaire travaillant au sein d'une superpuissance visant à l'hégémonie. Cela rejoint d'ailleurs notre opposition absolue à la société impérialiste française, en particulier dans ses menées impérialistes en Afrique et dans les soi-disants «DOM-TOM».

- sa caractérisation positive de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine et son attachement à la pensée de Mao Tsé Toung, bien qu'incomplets à notre sens, nous porte à discuter plus avant du maoïsme avec lui.

### SUR LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX ENTRE MARXISTES-LÉNINISTES.

Les maoïstes de l'U.C.F.M.L. sont avides d'échanges d'expériences et nous sautons sur les occasions qui se présentent de renforcer les liens entre les marxistes-léninistes du monde entier.

Si nous aimons à reconnaître des similitudes de ligne entre des groupes étrangers et nous, nous ne dédaignons nullement de discuter des différences, voire des divergences, qui parfois éclairent autant, sinon plus, sur la réalité. Nous ne sommes pas de ceux qui voudraient que chacun ressemble à eux et qui rejettent toute hétérogénéité du mouvement communiste international.

Nous pensons que le bilan de la IIIème Internationale est que nul «centre» révolutionnaire (que ce soit un parti et a fortiori un État socialiste) ne peut diriger les processus de Parti dans les différents pays où ceux-ci existent.

C'est d'ailleurs l'un des points fondamentaux de la politique de Mao Tsé Toung en Chine d'avoir rompu de facto avec la IIIème Internationale avant même qu'elle ne se dissolve face au poids des faits.

Mais, pour autant, les discussions, les échanges d'expériences et, parfois, les luttes idéologiques entre groupes et partis de différents pays, peuvent contribuer à éclairer les maoïstes sur la réalité des contradictions mondiales, et des attitudes communes peuvent se dégager de ce type de rapports, pour autant qu'on les considère avant tout comme des confrontations d'expériences dont le profit doit être dialectisé en rapport avec les causes internes aux pays où l'on intervient.

Pas de langue de bois, pas d'anathèmes et de tentatives d'hégémonie idéologique, pas de sectarisme stérile porté de l'échelle du groupuscule local à la XIème Internationale !

### AVEC LE R.C.P.-U.S.A : DES POINTS D'ACCORDS ET DES DIFFÉRENCES D'APPRECIATION.

Dans cet article, nous allons rendre compte, de manière non formalisée, de nos discussions avec les camarades du R.C.P.-U.S.A. qui sont venus à Paris. D'autres échanges viendront compléter ou préciser ces éléments.

### QUESTION NATIONALE: théorie des 3 mondes, patriotisme prolétarien...

Dans les discussions, dès le départ, un des points que le R.C.P.-U.S.A. tenait le plus à nous voir éclaircir, était l'internationalisme prolétarien, et en particulier la question nationale.

Pour parler franchement, le R.C.P.-U.S.A. nous considérait un peu comme des «pro-chinois» alignés sur la bourgeoisie impérialiste française. En effet, l'un des points de ligne principaux du R.C.P.-U.S.A. consiste à faire feu de tous bois contre la «théorie des 3 mondes».

Par la suite, nous nous sommes rendus compte que le R.C.P.-U.S.A. critiquait la théorie des 3 mondes à travers la critique de la direction droitière actuelle du P.C.C. Cette théorie était assignée, pour eux, en fait à la politique actuelle d'alliance entre la Chine et les U.S.A. contre l'hégémonie soviétique, politique appelée par eux «intégration de la Chine au camp impérialiste occidental».

Pour le R.C.P.-U.S.A., du vivant même de Mao, les tenants de la théorie des 3 mondes étaient la droite (qui aurait pris le pouvoir par un coup d'État contre la «bande des 4», véritable quartier général du prolétariat en Chine).

Notre point de vue est tout autre: la théorie des 3 mondes est bien une analyse correcte des rapports de force mondiaux, une analyse objective certes tout à fait insuffisante pour définir une politique d'internationalisme prolétarien, ce qu'à l'époque de sa 1ère élaboration elle ne prétendait d'ailleurs pas, puisqu'elle était présentée comme un plan diplomatique, un canevas de rapports entre pays, et non comme guide pour les marxistes-léninistes.

Que des «marxistes-léninistes» chauvins l'aient adopté plus tard comme justification extérieure à leur indifférence à la révolution réelle, que la droite Chinoise l'ait utilisé transitoirement pour faire passer la pilule de sa politique ne veut pas dire qu'il faille aujourd'hui dire systématiquement le contraire de la théorie des 3 mondes, jusqu'à aller nier que le Tiers-Monde existe (attitude de certains «pro-Albanais») ou, comme le fait le R.C.P.-U.S.A., nier les différences entre superpuissances et impérialismes secondaires.

Cette question est importante. En effet, le R.C.P.-U.S.A. a tendance à considérer le système impérialiste comme homogène, c'est-à-dire que l'impérialisme U.S., le social-impérialisme soviétique, les impérialismes secondaires ou locaux sont inscrits dans la même catégorie, ce qui est juste du strict point de vue des principes, mais insuffisant du point de vue de la réalité, des contradictions entre eux.

Ainsi, une bonne part des discussions a porté sur le rapport entre la position de l'U.C.F.M.L. au cas où une invasion du social-impérialisme en Europe se produirait (c'est-à-dire direction de la lutte de libération nationale - seul espace historique du moment - comme moyen de la prise du pouvoir contre la bourgeoisie) et l'attitude du R.C.P.-U.S.A. de «défaitisme révolutionnaire» au cas où une guerre impliquerait les U.S.A. (c'est-à-dire de refuser la guerre).

La discussion s'est alors portée sur les expériences historiques des guerres mondiales. Les camarades parlaient de la 1ère guerre mondiale et du refus léniniste de la poursuite des hostilités avec l'Allemagne, tandis que nous insistions sur la 2ème guerre mondiale et l'expérience de la résistance en France.

De fait, pour les camarades du R.C.P.-U.S.A., la guerre à venir sera une guerre inter-impérialiste à 100%, dans laquelle il n'y aura pas d'espace pour la question nationale et ce, à la limite, pour personne.

Nous trouvons juste, et nous soutenons, la politique du R.C.P.-U.S.A. sur l'opposition à la bourgeoisie impérialiste américaine, dans ses tentatives de se lancer dans la guerre pour rivaliser avec l'autre superpuissance pour l'hégémonie impérialiste. Ceci nous le faisons parce qu'il serait tout à fait considérable, et fondamental, que le prolétariat et le peuple américain se soulèvent contre la guerre impérialiste et transforment la guerre interimpérialiste en guerre civile révolutionnaire. Un tel changement contribuerait certainement à arrêter la guerre pour le peuple américain, et à transformer la question dans le monde entier, comme d'ailleurs la sanction de la prise du pouvoir par les bolchéviques en 1917 en Russie a été la signature du traité de Brest-Litovsk et l'arrêt des hostilités entre la Russie et l'Allemagne.

Mais en France, la question est toute autre:

- 1- A la différence des U.S.A., la probabilité d'une invasion et d'une tentative d'occupation du pays est très forte.
- 2- L'impérialisme français, à lui seul, ne peut modifier les rapports de force entre les 2 camps dirigés par les 2 superpuissances, ce qui constitue la France, non pas en sujet actif dans la guerre interimpérialiste, mais en enjeu pour les 2 superpuissances.
- 3- Ces deux caractéristiques, et l'histoire politique antérieure, font qu'en France, la bourgeoisie est divisée en 2 parties, l'ancienne bourgeoisie adossée à la superpuissance U.S. mais traversée par des courants de neutralisme peureux et de défaitisme, et la nouvelle bourgeoisie dont les plans de capitalisme bureaucratique d'État se verraient très

probablement accompagnés par l'adossement de l'impérialisme français à la superpuissance soviétique.

Dès lors, les maoïstes en France ne se trouveraient pas devant l'alternative: ou guerre interimpérialiste derrière sa propre bourgeoisie / ou guerre civile révolutionnaire. Mais bien plus, en cas d'invasion, face à l'alternative:

- ou guerre civile contre-révolutionnaire entre les deux bourgeoisies avec comme enjeu: à laquelle des 2 superpuissances se vendre.

- ou guerre de libération nationale, fondée sur les principes de la guerre du peuple, dirigée par le Parti de type nouveau.

Le R.C.P.-U.S.A. nous disait souvent que pour lui, il n'y a pas de différence qualitative entre les impérialismes et que l'impérialisme français n'était pas différent de l'impérialisme U.S. Le point fondamental pourtant, c'est que l'impérialisme français ne vise pas à l'hégémonie, car il n'en a pas les capacités, et qu'il ne va pas de gaieté de cœur à la guerre, dans laquelle il a plutôt peur de laisser des plumes au lieu de tenter de conserver ses billes comme l'impérialisme U.S.

Une autre remarque. Il n'est pas étonnant que le R.C.P.-U.S.A., dans sa ligne sur la guerre, ne fasse mention que de la 1ère guerre mondiale. En effet, dans la seconde, les choses étaient déjà plus complexes et permettent de tirer des leçons profitables.

Voyons un peu: l'expansionnisme nazi pouvait-il être mis à la même place que les impérialismes britanniques, U.S. et français? N'y avait-il pas, au sein même de la métropole de l'impérialisme français - qui était alors beaucoup plus puissant qu'aujourd'hui à échelle mondiale - un espace propre de la question nationale? La faiblesse du P.C.F. de l'époque n'a-t-elle pas été précisément d'être d'abord absent de la lutte de libération nationale, puis totalement incapable d'être autonome de la bourgeoisie Gaulliste pour diriger le prolétariat et le peuple vers la révolution prolétarienne? Sur le plan de l'U.R.S.S., Staline n'a-t-il pas, pour finir par s'opposer victorieusement à l'invasion nazie, fait alliance successivement avec les nazis eux-mêmes, puis avec les impérialismes alliés? (La faiblesse du P.C.F. mentionnée ci-dessus donnent aussi des éléments de bilan sur la nécessité pour les partis communistes d'avoir une autonomie absolue et d'avoir les yeux fixés sur les causes internes à leur pays d'intervention: Cf rapport des communistes français à l'alliance Germano-soviétique). Toutes ces questions ont des éléments de réponse pour aujourd'hui.

On voit que sur la question nationale par rapport à la guerre, le R.C.P.-U.S.A. a de sérieuses lacunes d'analyse et un tantinet de tentation d'exportation forcée de sa position nationale (ce qui est souvent le cas, il faut bien le dire, pour ceux qui parlent le plus fort d'«internationalisme»).

## REVISIONNISME ET SOCIAL-IMPÉRIALISME : Kampuchéa, P.C.F...

Dans les publications du R.C.P.-U.S.A., la superpuissance soviétique est qualifiée comme telle. Mais on peut dire qu'assez peu d'attention est donnée aux caractéristiques complexes du social-impérialisme, de ses activités agressives dans le monde.

A dire vrai, la R.C.P.-U.S.A. intervenant dans le sein de la superpuissance U.S. a tendance à tout voir dans le monde à travers le rapport des différents facteurs politiques à ce seul impérialisme. Si le principe de la rivalité des 2 superpuissances est accepté, sa réalité est souvent minimisée.

Un exemple. Sur l'Afghanistan: comme la bourgeoisie américaine a fait un tapage énorme, avec menaces de guerre, le R.C.P.-U.S.A. a adopté une attitude défensive, disant que la bourgeoisie impérialiste n'avait pas à parler là-dessus et que d'ailleurs elle avait également essayé de soumettre le pays (il faut le noter - voir article dans le ML No 40 - avec des moyens tout à fait différents!). Certes, mais de soutien à la résistance Afghane, point. Comme d'ailleurs très peu de point de vue sur la résistance Khmère rouge, plutôt considérée comme douteusement «pro-chinoise».

Notre minutie maoïste à soutenir les forces qui luttent contre les 2 superpuissances et à critiquer celles qui s'appuient sur un impérialisme pour lutter contre un autre (dans la conjoncture d'aujourd'hui surtout de s'appuyer sur le social-impérialisme pour se libérer de l'impérialisme U.S. ou occidental) paraîtrait plutôt suspect aux yeux du R.C.P.-U.S.A. qui n'a pas la même attention que nous, par exemple sur le Nicaragua ou d'autres États d'Amérique centrale.

Tout cela est lié aussi à la question de l'endroit d'où l'on parle.

Qu'il apparait lointain le social-impérialisme à Detroit ou Chicago, entouré, écrasé qu'on est par les pesanteurs de la société impérialiste U.S., si peu divisée en politique.

Par contre en France, après 2 guerres mondiales et plusieurs occupations étrangères, avec l'Europe dépecée en deux par les superpuissances, avec notre voisin Allemand tranché dans le vif et occupé par les armées de 4 pays... et aussi avec le P.C.F. !

Voilà un autre point fondamental: aux U.S.A., le P. C. révisionniste se limite à une secte d'intellectuels vieillissants, nostalgiques des grands mouvements d'avant-guerre et complètement rétro sur leur alignement à l'U.R.S.S. De ce fait, et comme il n'y a pas de traces d'encadrement révisionniste dans la classe ouvrière, le R.C.P.-U.S.A. ne connaît du révisionnisme que les luttes idéologiques avec d'autres groupes se réclamants du marxisme-léninisme ou des trotskystes. De cela découle sa propension à surtout appeler révisionnistes les dirigeants actuels du P.C.C., Enver Hodja et tous leurs supporters aux U.S.A. !

Dans les discussions, nous avons pu nous demander parfois si le R.C.P.-U.S.A. comprenait notre ligne sur le P.C.F. Nous avons cru déceler que finalement, il pensait que le P.C.F. (et les P.C. révisionnistes en général) étaient des partis de «vendus» à l'ancienne bourgeoisie, et de «sociaux-démocrates». Le concept de nouvelle bourgeoisie, il le comprenait pour Teng Siao Ping et Houa Kouo Feng, mais pas pour Marchais.

C'est là évidemment un point que nous tenons à développer avec le R.C.P.-U.S.A., car il est indispensable pour comprendre la situation en France.

Lutter sur les 2 fronts est une nécessité absolue en France pour conserver son autonomie par rapport aux 2 bourgeoisies. Cela l'est moins aux U.S.A., mais une méconnaissance totale de ce type de contradictions risque cependant d'être dangereux pour l'avenir, le risque de reproduire une sorte de «révisionnisme dur» existant alors. Ce qui nous mène aux points suivants.

### LE MAOÏSME, MARXISME-LÉNINISME DE NOTRE TEMPS: léninisme, G.R.C.P., question du Parti de type nouveau...

Dans leur travail, les camarades du R.C.P.-U.S.A. parlent beaucoup de Mao Tsé Toung, de la G.R.C.P. Nous leur avons demandé s'ils étaient d'accord de parler de maoïsme comme étape du marxisme-léninisme de notre temps.

Il nous ont répondu, ce qui est une réponse classique, celle par exemple de l'O.C.F.M.L. ou du P.C.M.L., que la «pensée de Mao Tsé Toung» était la prolongation et le développement du léninisme et que le «maoïsme» n'était pas à leurs yeux une nouvelle étape.

Ils constituent la G.R.C.P. et le maoïsme plutôt comme une sorte d'avancée idéologique par rapport au léninisme, sur la conscience politique de masse que Mao cherchait inlassablement à développer comme ressort de la lutte politique, en particulier dans le rapport masses/État, contre la restauration du capitalisme.

Selon eux, il n'y a pas de RUPTURE entre léninisme et maoïsme.

Cela explique pour une part la malcompréhension du concept de nouvelle bourgeoisie. En effet, dans la G.R.C.P., la question du parti de type nouveau est la question centrale, irrésolue mais omni-présente. C'est contre la nouvelle bourgeoisie dans l'État et le Parti que la conscience de mas-



Le R.C.P.-U.S.A. pratique une politique de propagande symbolique: par exemple des petits livres rouges ont été agités sous le nez de Teng Siao Ping au cours de son voyage aux U.S.A. (c'est après des manifestations contre lui et «l'alliance Chine-U.S.A.» que 15 militants du R.C.P. ont été poursuivis et sont encore menacés aujourd'hui); il y a quelques semaines, de la peinture rouge a été projeté sur les représentants russes et américains à l'O.N.U. dans les bâtiments de New York par 2 militants du R.C.P. pour protester contre les préparatifs de guerre des superpuissances; un drapeau rouge a été hissé sur le Fort Alamo (symbole de la spoliation des territoires mexicains par la bourgeoisie américaine) par un groupe de militant (dont D. Garcia peu de temps avant son assassinat) voir illustration.

Ces actions courageuses, très à contre-courant et coûteuses du point de vue de la répression (amendes énormes, cautions...), servent aux yeux du R.C.P. à définir l'identité de révolutionnaires aux U.S.A.

se s'exerce, c'est ce qui lui donne son sens politique, son aspect de classe.

Ce point a été peu discuté, tant fut massive l'interrogation sur la question nationale. Et il faut le développer dans les discussions ultérieures ainsi que tous les aspects de la politique concrète sur le terrain de la lutte de classe.

### QUESTIONS DU TRAVAIL DE MASSE: propagande...

Seuls points: les camarades ont une conception du journal d'organisation comme arme principale de leur travail de Parti. S'unifient à eux ceux qui sont d'accord avec le journal, avec la ligne du Parti.

Par ailleurs, les camarades ont insisté pour dire que leur référence idéologique actuelle est le «Que faire» de Lénine, et leur rapport à la question de l'organisation politique l'expérience du parti social-démocrate russe dans les années précédant la révolution de 1917, ce qui est loin d'être notre cas.

**CONCLUSION:** Échanger des expériences en sachant d'où l'on parle, mais aussi d'où l'on écoute.

Malgré, et à cause, de tous ces points de discussion, nous pensons que nous pouvons continuer à échanger des expériences, à approfondir l'enquête mutuelle.

Certains textes du R.C.P.-U.S.A. sont intéressants, bien centrés et permettent de comprendre la situation aux U.S.A., et nous pensons que la lecture par des camarades du R.C.P.-U.S.A. de nos textes leur sera très utiles pour comprendre certains aspects de la politique Européenne.

De tout cela, peut résulter différentes choses:

- le soutien mutuel, comme la campagne actuelle contre la répression visant le R.C.P.-U.S.A.

- l'élaboration d'échanges entre organisations marxiste-léniniste, la circulation de textes et de documents, etc...

- l'organisation de manifestations communes (meetings, séminaires, textes...) à étudier.

# NOTES... NOTES... NOTES... NOTES

## PLOGOFF



Au rassemblement du 16 Mars 1970 (Photo U.C.F.M.L.)

100 000 personnes peut-être à Plogoff pour la Pentecôte, le plus gros rassemblement anti-nucléaire depuis Malville, c'est sûr. Quoi de neuf alors, sur la résistance du peuple breton au nucléaire impérialiste ?

Le rassemblement précédent (le 16 Mars) convoqué à l'échelle de la Bretagne, juste après l'enquête d'utilité publique, était radicalement nouveau par sa composition populaire; il témoignait du ralliement à la résistance de Plogoff du peuple breton; il affirmait la volonté du peuple breton de rester maître du pays contre la politique de sacage de l'Etat impérialiste français: l'identité nationale en était clairement le liant et, les femmes de Plogoff l'affirmaient, le facteur d'unité interne de leur résistance à l'Etat impérialiste. Elles en donnaient les termes :

- refus de voir le pays saccagé,
- refus de quitter le pays,
- volonté de rester maître de l'avenir du pays.

Nous, maoïstes, nous pensons et nous disions à la Pentecôte: voilà le fil à tenir pour renforcer la résistance de Plogoff, pour qu'elle devienne celle de tout le peuple breton contre le nucléaire impérialiste. Il nous faut enquêter sur les formes de conscience populaire sur cette question, voir comment le peuple breton l'exprime à partir de l'histoire de ses batailles passées, en fonction de la situation géographique... Il faut aussi élargir les pratiques politiques correspondant à ce point de vue; par exemple, entamer le travail contre l'implantation des lignes à haute tension venant de la future centrale.

Le rassemblement de la Pentecôte n'a rien apporté là-dessus, et pour cause: on y a vu le déferlement du mouvement anti-nucléaire hexagonal qui, après Malville, s'était re-

tranché dans ses pantoufles anti-atombiques. Venu à Plogoff comme il ira à La Hague ou à Chooz si l'occasion se présente, il était strictement porteur de sa « peur du nucléaire » qu'il venait greffer sur la résistance populaire de Plogoff, sans souci véritable de l'avenir de cette résistance. Né avec le programme électro-nucléaire de 73, il n'a pas su voir la nouveauté de la période ouverte par le peuple des campagnes au Pellerin en 1977 et continue à se battre contre le « tout-nucléaire » avec la ferme conviction que c'est foutu d'avance mais qu'il faut y aller quand même. Le mouvement anti-nucléaire et la résistance de Plogoff: deux mondes dont le premier a submergé le second d'autant plus facilement que l'apolitisme affiché du Comité de Défense de Plogoff ne pouvait interpellier ce courant important.

Du coup, les forces parlementaires qui déjà se disputent Plogoff dans la perspective des élections de 1981, s'en sont donné à coeur joie: les écologistes-parlementaristes ont tenu le haut de la dune, position obligée pour donner vie à leurs éoliennes, espérant très fort que l'Etat impérialiste, les voyant tourner, en sera ébloui et laissera tomber, plouf, la centrale dans l'océan. Le P.S., de son côté, diffusait une déclaration mollement anti-nucléaire, prudemment signée de la fédération du Finistère (cela n'engage pas trop Rocard) et du maire de Plogoff (en voilà au moins un qui fait de la politique à Plogoff, malgré la consigne !).

Le samedi 24, il y a eu tout de même, autour, en particulier, du stand du « Comité pour la Vérité sur le Remembrement », de petites réunions intéressantes. La lutte contre le remembrement autoritaire est une question nationale, des ruraux de plusieurs régions de France sont venus en témoigner.

# EXTRADITIONS

5 femmes allemandes sont menacées d'être extradées. Isolées à Fleury-Mérogis après avoir été tabassées, elles sont accusées d'appartenance à la Fraction Armée Rouge.

Nous nous dressons contre ces extraditions avec d'autant plus de détermination que la mobilisation sur cette affaire n'admet pas de faux-fuyant: ici nulle position particulière d'avocat ou de journaliste à faire valoir pour éviter la

«convention européenne». La question est ici tranchante: pour ou contre cette convention. Pour ou contre les États impérialistes. Nous nous engageons pour notre part contre ces extraditions, aux côtés de différents groupes femmes mobilisés pour cette cause. Nous appelons à se rendre nombreux au procès mercredi 11 Juin (Chambre d'accusation, Palais de Justice de Paris).

## Qu'est-ce que ce pape ?

Prenons ce fil: tous les politiciens bourgeois, nouveaux et anciens, ont reconnu Jean Paul II pour l'un des leurs. Marchais n'a pas été le dernier.

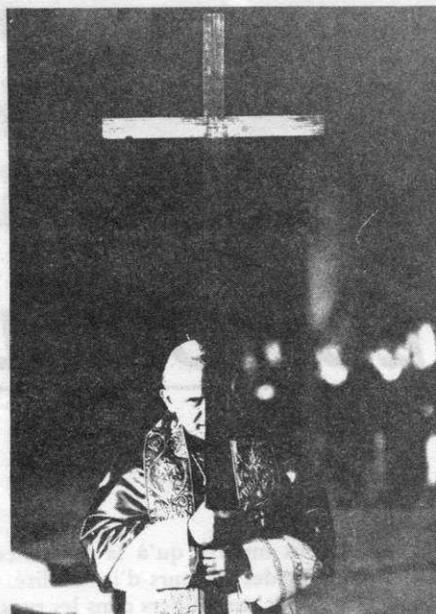
Ce pape est un homme politique de la bourgeoisie, un chef d'État - même si cet État est particulier - Et ses pairs aspirent à s'en prévaloir. Pourquoi ?

1- Jean Paul II rappelle qu'en temps de crise, de guerre menaçante, il faut d'abord et avant tout veiller sur les appareils. Il a été élu pour mettre de l'ordre, pour rappeler des évidences simples: l'Eglise est l'Église - l'État est l'État. Foin des subtilités «progressistes»: il faut marcher au pas, briser les déviations, tenir les administrations, unifier brutalement les «fidèles». Le côté musclé du pape, combiné à sa démagogie de masse, fascine tous les politiciens. C'est l'homme du coup d'arrêt, de l'autorité, de la sécurité. Il est bien de l'époque où les classes dominantes, menacées de contradictions sévères, sont partout tentées de serrer les rangs et de renforcer à tout prix l'État. Sous les apparences de «l'autorité spirituelle», c'est l'autorité tout court qui a valeur d'exemple pour tous les appareils politiques réactionnaires.

2- Jean Paul II incarne la contre-révolution culturelle et idéologique. Son raisonnement de base est simple: par les temps qui courent, il faut s'en tenir à la logique traditionnelle de la domination. Idées courtes, éprouvées, sans concession à la «modernité» dissolvante. Que chacun reste à sa place, nous nous occupons du reste. Le pape établit une ligne de résistance réactionnaire, appuyée sur des masses rétrogrades, ou serviles, ou opprimées. Sur l'avortement, sur les femmes, sur les jeunes, sur la théologie, il s'agit de conserver un noyau stable d'idées oppressives, et de faire savoir qu'on ne reculera plus. Pour ce qui est de «l'humanisme chrétien» (contre la torture au Brésil, avec les évêques progressistes, avec les prêtres liés aux immigrés, etc...), il faut le ramener à sa vocation naturelle: des phrases, des vœux pieux. «Ne vous mêlez pas de la politique, méfiez-vous des idéologies trompeuses» veut dire: obéissez à l'État et à l'Eglise ! Gardez, comme votre bien le plus précieux, les idées les plus anciennes, les vieilles croyances du vieux monde.

À l'époque de la «légitime défense», du projet Peyrefitte, des lois racistes, cette bonne santé contre-révolutionnaire fascine nos petits parlementaires.

3- Jean Paul II tient une position-clé dans la géo-politique. Chef de file idéologique et politique de l'Ouest, il vient de l'Est. Il incarne directement la logique des blocs. Voyez qu'en outre il vient d'un point charnière, d'un enjeu crucial: la Pologne, où se pose avec acuité la question nationale. Chacun sait qu'en Pologne, l'Eglise aspire à un rôle dirigeant. Son appareillage, que l'État social-fasciste n'a pu détruire, ni même attaquer sérieusement, est encore plus solide que ne l'était celui des mollahs en Iran à l'époque du Chah. Là se concentre la voie réactionnaire sur la question nationale face aux russes, la voie de l'Ouest.



Avec cet arrière, le pape est un personnage de la politique mondiale. Il en explore les forces: l'Est, dont il vient, le tiers-monde, l'Europe, l'Amérique...

Tout politicien d'un des blocs se demande: ce tiers-bloc singulier qu'est l'Eglise, tenu en main fermement, concentrant dans son chef les contradictions, doté d'une base de masse relative et d'un appareil international sans équivalent, que va-t-il faire ? Où va-t-il aller ?

Et tous vont lui baiser la main.

Ce n'est pas de l'anticléricalisme vieillot qu'il faut faire aujourd'hui: tradition française ringarde, délice grossier des bourgeois radicaux-socialistes. Ce pape est un adversaire rusé, solide, puissant. Bien des États souhaitent se régler sur sa contre-révolution, beaucoup envient la centralisation despotique de son organisation.

L'appel aux vieilles «vérités», le grand cri «vive l'appareil !», l'arrogance changée en force d'intimidation, n'est-ce pas, aussi, le ton actuel de Marchais, après l'Afghanistan ? Ne sous-estimons pas l'effet de ces brutales simplifications, quand les temps sont mêlés et la contre-révolution à l'ordre du jour.

L'Eglise, comme le P.C.F., sont des institutions qui bénéficient d'un consensus mou et envahissant. La vision réactionnaire du monde respecte en elles la cohésion, la force, le goût inné de l'État.

Brisons ce consensus ! Appelons un chat un chat, et Jean Paul II une canaille réactionnaire dont le projet, de guerre et de réaction, de croisade et d'embrigadement, de servilité devant les appareils, est entièrement hostile aux peuples, aux révoltes, à la libération des hommes.



LES MAOISTES  
AU TRAVAIL  
DANS LES  
MASSES.  
Phot.  
U.C.F.M.L.

## EDITORIAL

Ce mois nous montre qu'à la résistance, tâche d'avant-garde, s'ajoutent des facteurs d'instabilité. Les signes s'accumulent : étudiants par milliers dans les rues, en même temps qu'à propos de la sécurité sociale, les appels syndicaux sortent de leurs limites ordinaires. Nettoyeurs du métro et turcs de la confection marquent des points, même si c'est — aussi — des points pour le « recentrage » du tandem Maire - Stoléru. Tout ceci divisé, incertain. Mais à coup sûr porteur d'orages : la grossièreté raciste des Barre et des Bonnet n'est pas celle d'hommes assurés et paisibles. Il faudra plus qu'un rang d'oignons de candidats aux présidentielles, même bénis par un pape itinérant, pour colmater sans perte ce qui se prépare, aveuglément dans les masses.

L'extrême division parlementaire et syndicale favorise, au fond, l'autonomie politique à venir. Cela vaut mieux que le bétonnage « programme commun » des années 76-78.

Si toutes les forces sociales, qui sont aujourd'hui comme une « masse critique », déjouent le traquenard d'une « nouveauté » présidentielle flétrie avant l'âge (Rocard, par exemple), nous aurons du vrai nouveau, et du pain sur la planche.

Piquetage de ce nouveau, dans ce ML n.42 : le cours des choses en Corse, les étudiants de Jussieu, du travail dans l'avant-garde ouvrière.

Lutte entre l'ancien et le nouveau : Plogoff.

Aux extrémités de la pensée et de l'action, pour faire clarté du marxisme et du parti de type nouveau, nous nous délimitons avec soin :

- de la voie nommée « terrorisme » par les bourgeois, ces

terroristes d'État.

- des marxismes un petit peu trop exagérément confondus avec l'analyse économique (à propos de l'usine impérialiste).

Bref : de l'ultra-gauchisme militarisé, comme de l'économisme, qui mènent aux syndicats l'un et l'autre.

Ainsi sommes-nous à même de dégager notre voie sous le signe de la question du Parti, dans l'étude (ici, la délicate question de l'articulation Marx-Lénine).

Aiguiser notre ligne dans le débat fraternel avec les maoïstes des autres pays participe pleinement de cet effort. C'en est la face internationaliste : ici, avec les maoïstes américains.

Quant à la guerre, qu'il s'agit d'éviter, comme le font en première ligne, guerre (des patriotes) contre guerre (des impérialistes), les Khmers et les Afghans, nous en complétons le dossier analytique, par l'examen des problèmes nucléaires. Ceci ouvrira à la définition de nos tâches immédiates.

Les maoïstes vous appellent à les rejoindre, pour être porteurs des cinq points que voici :

1) Organiser une avant-garde ouvrière marxiste sur les usines, contre le syndicalisme, contre les capitalistes et contre les nouveaux bourgeois du PCF.

2) Unir le peuple, ses nationalités, ses forces sociales, à travers des batailles, et dans de solides Comités Populaires Anti-Capitalistes.

3) Se porter à l'avant des révoltes démocratiques, sur le tranchant de leur force de classe, contre le racisme, la discrimination dans la jeunesse étudiante, contre les extraditions, pour le droit national des corses, des bretons, des habitants des « Doms-Toms » ...

4) Lutter contre la guerre mondiale, par le soutien aux peuples en guerre de libération contre l'Amérique et les Russes (Iraniens, Afghans, Khmers) ; par la lutte frontale contre l'impérialisme français en Afrique ; par une compréhension renouvelée de la question nationale.

5) Faire avancer la pensée du monde réel, surmonter la crise de la révolution, entrer audacieusement, éclairés par la Révolution Culturelle et par notre expérience, dans la nouvelle époque du marxisme, celle qui succède au léninisme, celle de la plaine vigueur de l'action communiste.